

Publications périodiques

Comptes annuels

BMCE BANK INTERNATIONAL PLC

Société immatriculée en Angleterre et au Pays de Galles sous le numéro 5321714.

Siège social : 26, Upper Brook Street – Londres – W1K7QE.

Adresse de la succursale en France : 6, rue Cambacérès – 75008 Paris.

502 155 468 R.C.S. Paris.

Comptes annuels au 31 décembre 2017.

Approuvés par le Conseil d'Administration en date du 25 avril 2018.

I. — Bilan

(En milliers de €.)

	Note	2017	2016
Actif			
Liquidités et encours auprès des banques centrales	15	17 489	13 339
Prêts et avances aux banques	15	120 104	149 004
Instruments financiers dérivés	37	1 140	32
Prêts et avances à la clientèle	16	207 964	175 945
Placements – disponibles à la vente	17	117 555	144 263
Placements détenus jusqu'à leur échéance	18	-	16 846
Immobilisations corporelles	19	333	300
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	20 - 21	11 371	10 310
Actifs d'impôt différé	13	6 531	6 966
Autres actifs	22	8 473	10 713
TOTAL DE L'ACTIF		490 960	527 718
Dettes			
Dettes envers les banques	23	279 739	305 077
Instruments financiers dérivés	37	74	1 298
Dettes envers la clientèle	24	112 349	129 706
Autres dettes	25	4 837	4 577
Dettes subordonnées	26	16 072	15 503
Total des dettes		413 071	456 161
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société mère			
Capital social	27	102 173	102 173
Autres réserves	27	130	-692
Pertes cumulées	27	(24 441)	(29 924)
Total des capitaux propres		77 889	71 557
TOTAL DU PASSIF		490 960	527 718

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le Conseil d'administration et publication autorisée le 25 avril 2018.

II. — Etat du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

(En milliers de €.)

	Note	2017	2016
Produits d'intérêts et assimilés		21 034	19 038
Charges d'intérêts et assimilées		(4 586)	(3 933)
Produits d'intérêts nets	6	16 448	15 108
Honoraires et commissions – produits		2 668	3 889
Honoraires et commissions - charges		(1 653)	(1 487)
Produit net des honoraires et commissions	7	1 015	2 402
Produit net des activités de marché	8	2 898	2 530
Autres produits d'exploitation	9	-31	538
Produits nets d'exploitation		20 330	20 578
Charges de personnel	10	(6 163)	(5 983)
Amortissement des immobilisations corporelles	19	(111)	-71
Dépréciation des immobilisations incorporelles	20	(508)	(135)
Autres charges d'exploitation	11	(5 231)	(4 443)
Total des charges d'exploitation avant provisions pour dépréciation		(12 012)	(10 632)
Reprises de dépréciations nettes	12	(1 515)	-886
Résultat avant impôt		6 808	9 060
Impôt	13	(1 298)	(476)
RESULTAT DE L'EXERCICE		5 510	8 584

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

III. — Etat du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

(En milliers de €.)

	Note	2017	2016
Résultat de l'exercice		5 510	8 584
Éléments susceptibles d'être reclassés			
Ecart de change sur la conversion des activités à l'étranger		-77	356
Gain /(Perte) net(te) de juste valeur sur actifs financiers disponibles à la vente		2 469	2 603
Reclassement des placements disponibles à la vente dans l'état du résultat net		(1 570)	(662)
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	14	822	2 297
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE		6 332	10 881

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

IV. — Etat des variations des capitaux propres

(En milliers de €.)

	Note	Capital social au 1 ^{er} janvier	Autres réserves	Pertes cumulées	Total
Solde au 1^{er} janvier 2016		102 173	(2 989)	(38 508)	60 676
Résultat de l'exercice		-	-	8 584	8 584
Autres éléments du résultat global		-	2 297	-	2 297
Total du résultat global		-	2 297	8 584	10 881
Solde au 31 décembre 2016		102 173	(692)	(29 924)	71 557
Solde au 1^{er} janvier 2017		102 173	(692)	(29 924)	71 557
Résultat de l'exercice		-	-	5 510	5 510
Autres éléments du résultat global		-	822	-	822
Total du résultat global	27	-	822	5 510	6 132
SOLDE AU 31 DECEMBRE 2017		102 173	130	(24 414)	77 889

La colonne Autres réserves du tableau ci-dessus correspond aux variations de juste valeur des instruments financiers disponibles à la vente et aux écarts de change sur la conversion des activités à l'étranger.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

V. — Etat des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

(En milliers £.)

	note	2017	2016*
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies			
Résultat avant impôt		6 808	9 060
Ajustements pour :			
Produits d'intérêts nets		16 448	15 108
Intérêts reçus		(5 704)	(7 638)
Intérêts versés		4 711	3 725
Variation des actifs d'exploitation	28	(64 434)	(41 817)
Variation des passifs d'exploitation	28	(41 412)	75 410
Autres éléments inclus dans le résultat avant impôt	28	(890)	970
Impôt sur les sociétés acquitté		(1 298)	(1 418)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation poursuivies		(85 771)	53 400
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition de placements financiers		(72 258)	(114 745)
Produit de la vente d'instruments financiers		115 811	63 354
Acquisition d'immobilisations corporelles	19	(135)	(115)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	20	(1 244)	(1 160)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		42 174	(52 666)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Dettes subordonnées du Groupe	26	629	590
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		629	590
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(42 968)	1 324
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1 ^{er} janvier		117 350	116 026
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE	15	74 382	117 350

Les écarts de change nets sur la trésorerie ne sont pas significatifs, car les positions de trésorerie en monnaies étrangères échoient et sont réglées quotidiennement. La trésorerie détenue en monnaies étrangères ne serait donc réévaluée que par rapport au jour précédent.

* Les flux de trésorerie provenant des dettes subordonnées du Groupe ont été transférés de la trésorerie d'exploitation aux activités de financement

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers.

VI. — Notes Annexes aux états financier.

1.1. Informations sur la société

Dans ces états financiers, la « Banque » désigne BMCE Bank International plc. Ces états comprennent les états financiers de BMCE Bank International plc en tant qu'entité individuelle. La Banque dispose également d'une succursale à l'étranger située à Paris.

La Banque propose des services de Banque d'entreprise et d'investissement et de Trésorerie en Europe et en Afrique du Nord, de l'Ouest, de l'Est et centrale. Les principales activités de la Banque sont décrites dans le rapport stratégique, dans le rapport du Conseil d'administration et à la note 5.

BMCE Bank International plc est immatriculée et domiciliée en Angleterre et au Pays de Galles. Elle est agréée et contrôlée par la Prudential Regulation Authority (PRA) et la Financial Conduct Authority (FCA). Son siège social est situé au 26 Upper Brook Street, Londres, W1K 7QE, Royaume-Uni.

La société mère et entité de contrôle ultime du groupe est la Banque Marocaine du Commerce Extérieur S.A. (Groupe BMCE Bank of Africa), société immatriculée au Maroc. BMCE International (Holdings) PLC, société immatriculée au Royaume-Uni et enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles, est la société mère directe de la Banque.

Des exemplaires des états financiers consolidés préparés pour Banque Marocaine du Commerce Extérieur S.A. peuvent être obtenus en s'adressant au 140 Avenue Hassan II 2100 Casablanca ou sur le site Internet : <http://www.bmcebank.ma/>.

2. Présentation des comptes

A. Base de préparation

Les comptes sont établis sur la base de la continuité de l'exploitation (voir la page 15 du rapport du Conseil d'administration) et conformément aux normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux interprétations publiées par l'IFRS Interpretations Committee de l'IASB telles qu'adoptées par l'Union européenne (ensemble, les IFRS).

Les états financiers ont été préparés sur la base du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net et des placements disponibles à la vente, qui ont été valorisés à la juste valeur.

La Banque présente son état de la situation financière globalement en ordre croissant de liquidité. Une analyse des encaissements et décaissements à échoir dans les 12 mois suivant la date de l'état de la situation financière (courant) et au-delà de 12 mois après la date de l'état de la situation financière (non courant) est présentée dans la note 34.

B. Appréciations et estimations comptables significatives

On trouvera ci-dessous des informations sur les jugements utilisés pour l'application de méthodes comptables qui ont les effets les plus significatifs sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Des informations sur les incertitudes relatives aux hypothèses et estimations qui présentent un risque important de conduire à un ajustement significatif de l'exercice clos le 31 décembre 2017 sont présentées ci-dessous, pour ce qui concerne la dépréciation des instruments financiers et d'autres domaines tels que :

- la détermination de la juste valeur des instruments financiers au moyen de données non observables significatives ;
- comptabilisation des actifs d'impôt différé : disponibilité de bénéfices imposables futurs sur lesquels il sera possible d'imputer les pertes fiscales ;
- la dépréciation des actifs financiers ;
- tests de dépréciation des écarts d'acquisition : hypothèses clés sous-tendant les montants recouvrables ; et
- la dépréciation des autres actifs incorporels .

Les appréciations et estimations les plus importantes sont présentées ci-dessous :

Juste valeur

La juste valeur des placements financiers est déterminée sur la base d'une combinaison de valeurs résultant d'un modèle externe et des prix offerts par les intermédiaires. L'évaluation des instruments financiers est décrite plus en détail à la note 37. La direction considère que, à l'exception des instruments financiers détenus à des fins de transaction, des dérivés et des placements disponibles à la vente détenus à la juste valeur, tous les autres actifs et passifs financiers sont détenus au coût amorti, lequel est proche de la juste valeur. Tous les actifs et passifs financiers sont évalués individuellement.

Comptabilisation des produits

Il est nécessaire de faire preuve de jugement pour déterminer si les honoraires et commissions sont comptabilisés en produits selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Par ailleurs, les systèmes de la Banque ne calculant pas automatiquement les ajustements de taux effectifs, ceux-ci sont estimés et suivis manuellement.

Actifs d'impôt différé

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable qu'il y aura dans le futur des bénéfices imposables sur lesquels imputer ces pertes. La détermination du montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé, sur la base de la date et du niveau probables des bénéfices imposables futurs et des stratégies futures de gestion fiscale, nécessite une part importante d'appréciation de la direction. Des plans détaillés sont établis pour les dix années suivantes. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'imposition prévus pour l'exercice durant lequel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition (et de la législation fiscale) adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Dépréciation des actifs financiers

Les prêts et avances qui posent problème, notamment les placements détenus jusqu'à leur échéance et les titres de créance classés comme disponibles à la vente, sont revus à chaque date de clôture pour apprécier la pertinence de comptabiliser dans l'état du résultat net une dotation à la provision pour dépréciation.. En particulier, l'appréciation de la direction est nécessaire pour estimer le montant et le calendrier des flux de trésorerie futurs lors de la détermination du niveau de provision requis. Ces estimations s'appuient sur des hypothèses portant sur un certain nombre de facteurs et les résultats réels pourront être différents, ce qui donnera lieu à des modifications ultérieures de la provision. La méthode utilisée pour le calcul des provisions pour dépréciation consiste à estimer les flux de trésorerie futurs et à les actualiser au taux d'intérêt effectif initial des prêts et avances et des instruments financiers concernés. La provision pour dépréciation correspond à la différence entre la valeur actualisée nette et la valeur comptable.

Les montants des provisions pour dépréciation figurent à la note 16.

Dépréciation du goodwill

Le goodwill est revu à chaque date d'arrêté et son évaluation nécessite une part importante d'appréciation de la direction pour estimer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles le goodwill a été alloué. Le goodwill résultant du regroupement d'entreprises est alloué à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement.

Les actifs sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui dégage des recettes de trésorerie de leur utilisation continue et qui est largement indépendant des recettes de trésorerie d'autres actifs ou UGT. Se reporter à la note 21.

Les taux d'actualisation se situent dans la fourchette des taux utilisés par le secteur des services financiers et le taux de croissance est fondé sur le taux de croissance de notre principale zone géographique d'activité (Afrique).

Dépréciation des autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels sont examinés pour identifier toute indication de dépréciation à chaque date de clôture. Lorsqu'il existe une indication de dépréciation, il est nécessaire de faire preuve de jugement pour estimer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie auquel cette valeur a été attribuée.

C. Ecart de change

Les états financiers consolidés sont présentés en livres sterling, qui est la monnaie fonctionnelle de la Banque et la monnaie de présentation des états financiers. La monnaie fonctionnelle de la filiale étrangère située à Paris est l'euro.

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions sont comptabilisés dans l'état du résultat net. Les gains et pertes latents sur des transactions non réglées sont également comptabilisés dans l'état du résultat net.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis en appliquant les taux de change à la date de la transaction initiale. Les résultats de la succursale étrangère sont convertis dans la monnaie de présentation de la Banque sur une base mensuelle au taux de change du marché en fin de mois. Tous les soldes de fin de période sont convertis au taux de fin de période. Tous les écarts de change sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global et cumulés au poste « Autres réserves » des capitaux propres.

D. Actifs et passifs financiers – comptabilisation initiale et évaluation ultérieure

Actifs financiers

La Banque classe ses actifs financiers selon les catégories suivantes :

- prêts et créances ;
- disponibles à la vente ;
- détenus jusqu'à leur échéance ; et
- à la juste valeur par le biais du résultat net (détenus à des fins de transaction ou à la juste valeur par le biais du résultat net).

Passifs financiers

La Banque classe ses passifs financiers, autres que les garanties financières et les engagements de prêt, comme évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais du résultat net.

Date de comptabilisation

Les achats ou les ventes d'actifs financiers qui nécessitent la livraison d'actifs dans un délai généralement déterminé par la réglementation ou par une convention au sein de la place de marché sont comptabilisés à la date de transaction. Les dérivés sont également comptabilisés sur la base de la date de transaction.

Comptabilisation initiale des instruments financiers

La classification des instruments financiers lors de la comptabilisation initiale dépend de la finalité pour laquelle les instruments financiers avaient été acquis et de leurs caractéristiques. Tous les instruments financiers sont évalués initialement à leur juste valeur majorée, dans le cas d'actifs et de passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, de tout frais additionnel direct d'acquisition ou d'émission.

Dérivés comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les dérivés qui comprennent des contrats de change sont comptabilisés à la juste valeur en tant qu'actifs lorsque leur juste valeur est positive et en tant que passifs lorsque leur juste valeur est négative. Les variations de juste valeur des dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisées en « Produit net des activités de marché ».

Placements disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente constitués d'instruments obligataires sont les placements comptabilisés comme disponibles à la vente ou qui ne répondent pas aux critères de classification « comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net », « détenus jusqu'à leur échéance » ou « prêts et avances ».

Après l'évaluation initiale, les placements disponibles à la vente sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés au poste « autres réserves » des capitaux propres. Lorsque le titre est cédé, les gains ou pertes accumulés précédemment comptabilisés en capitaux propres sont comptabilisés dans l'état du résultat net en « Produits nets des activités de marché ». Lorsque la Banque a effectué plusieurs placements dans le même titre, les titres sont réputés être cédés selon le principe du « premier entré premier sorti ». Les intérêts acquis lors de la détention de placements disponibles à la vente sont comptabilisés en produit d'intérêts en appliquant le taux d'intérêt effectif. Les dividendes acquis lors de la détention de placements disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état du résultat net en « Autres produits d'exploitation » lorsque le droit au paiement a été établi. Les pertes résultant de la dépréciation de ces placements sont comptabilisées dans l'état du résultat net en « Pertes pour dépréciation des placements » et déduites de la réserve pour placements disponibles à la vente.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont les placements assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixée, que l'entreprise a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Après l'évaluation initiale, les placements détenus jusqu'à leur échéance sont ultérieurement évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminués des éventuelles provisions pour dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime sur achat et les frais qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement est constaté en « Produits d'intérêts et assimilés » dans l'état du résultat net. Suite à la cession du portefeuille avant l'échéance, la désignation « détenus jusqu'à l'échéance » ne sera plus utilisée.

Prêts et avances aux banques et à la clientèle

Il s'agit d'actifs financiers, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, non cotés sur un marché actif. Ces contrats ne sont pas conclus avec une intention de revente immédiate ou à court terme et ils ne sont pas classés en « Actifs financiers détenus à des fins de transaction », ni comptabilisés en « Placements - disponibles à la vente » ou « Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ».

Après l'évaluation initiale, les prêts et avances aux banques et à la clientèle sont ultérieurement évalués au coût amorti, en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué de la provision pour dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime sur achat et les frais et charges qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement est comptabilisé dans l'état du résultat net en « Produits d'intérêts et assimilés ».

Dettes subordonnées

La dette subordonnée est comptabilisée au coût amorti.

Gain « Jour 1 »

Lorsque le prix de transaction sur un marché non actif est différent de la juste valeur obtenue d'autres transactions courantes observables sur le marché pour le même instrument ou sur la base de techniques de valorisation dont les variables comprennent uniquement des données de marchés observables, la Banque comptabilise immédiatement la différence entre le prix de transaction et la juste valeur (un gain Jour 1) dans l'état du résultat net en « Produit net des activités de marché ».

Dans les cas où il est fait usage de données non observables, la différence entre le prix de transaction et la valeur obtenue à partir du modèle est comptabilisée dans l'état du résultat net, uniquement lorsque les données deviennent observables ou lorsque l'instrument est décomptabilisé.

Garanties financières

La Banque donne des garanties financières, qui sont constituées de lettres de crédit, garanties et acceptations. Les garanties financières sont comptabilisées initialement dans les états financiers consolidés à leur juste valeur, en « Autres passifs », pour le montant de la prime reçue. Après la comptabilisation initiale, le passif de la Banque au titre de chaque garantie est évalué au montant le plus élevé entre la prime amortie de la garantie et la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre toute obligation financière résultant de la garantie.

Toute augmentation de passif correspondant à des garanties financières sera comptabilisée dans l'état du résultat net en « Perte sur créances ». La prime reçue est comptabilisée dans l'état du résultat net en « Produit net des honoraires et commissions » de manière linéaire sur la durée de vie de la garantie.

E. Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé lorsque :

- les droits sur les flux de trésorerie qui en découlent ont expiré ; ou
- la Banque a transféré ses droits sur les flux de trésorerie de l'actif ou a pris une obligation de verser en totalité à un tiers, sans délai significatif, les flux de trésorerie reçus, dans le cadre d'un accord de subrogation ; et
- la Banque (a) a transféré l'essentiel des risques et des bénéfices de l'actif, ou (b) n'a pas transféré ni conservé l'essentiel des risques et des bénéfices de l'actif mais a transféré le contrôle de l'actif.
- Lorsque la Banque a transféré ses droits à encaisser des flux de trésorerie de l'actif dans le cadre d'un accord de subrogation, et n'a pas transféré ni conservé l'essentiel des risques et des bénéfices de l'actif, ni transféré le contrôle de l'actif, celui-ci est comptabilisé sous réserve de la permanence de l'intérêt de la Banque dans l'actif. La permanence de l'intérêt qui prend la forme d'une garantie sur l'actif transféré est évaluée au minimum entre la valeur comptable d'origine de l'actif et le montant maximal que la Banque pourrait devoir rembourser.

Passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation à l'origine du passif est éteinte, annulée ou expire. Lorsqu'un passif financier existant est remplacé par un autre de la même contrepartie avec des conditions substantiellement différentes ou que les conditions d'un passif existant sont substantiellement modifiées, cet échange ou cette modification donne lieu à une décomptabilisation du passif d'origine et à la comptabilisation d'un nouveau passif, et la différence entre les valeurs comptables respectives est comptabilisée dans l'état du résultat net.

F. Détermination de la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers négociés sur des marchés actifs à la date de clôture repose sur leur cotation sur le marché ou des cotations entre négociants (cours acheteur pour les positions acheteuses et cours vendeur pour les positions vendeuses), sans déduction des frais de transaction.

Pour tous les autres instruments financiers non cotés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en appliquant des techniques de valorisation appropriées. Les techniques de valorisation comprennent le calcul de valeur actualisée nette, la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels il existe des prix de marché observables et d'autres modèles de valorisation pertinents.

Liquidités et encours auprès des banques centrales

Ce poste comprend les liquidités et les encours auprès des banques centrales qui servent de coussin d'actifs liquides. La valeur comptable des liquidités est réputée constituer une représentation raisonnable de la juste valeur.

Créances sur des banques

Ce poste comprend les prêts consentis aux établissements financiers, les placements à court terme auprès de banques et les soldes détenus dans des comptes nostro auprès d'autres banques. La valeur comptable des liquidités est réputée constituer une approximation raisonnable de la juste valeur.

Instruments financiers dérivés – actifs

Ce poste comprend principalement des contrats de change à terme et des swaps de change, dont la juste valeur est déterminée par les taux à terme du marché. La juste valeur est calculée en utilisant les taux au comptant du marché à la date d'arrêt.

Prêts et avances à la clientèle

Ce poste comprend les prêts et autres facilités accordés aux clients non bancaires. La valeur comptable des prêts est réputée constituer une approximation raisonnable de la juste valeur.

Placements financiers disponibles à la vente

Ce poste comprend essentiellement les titres de créance négociables. L'estimation de la juste valeur de ces actifs est obtenue en déterminant la valeur de marché à la date d'arrêt. La valeur comptable est réputée constituer une représentation raisonnable de la juste valeur.

Placements financiers détenus jusqu'à leur échéance

Ce poste comprend essentiellement les titres de créance négociables. L'estimation de la juste valeur de ces actifs est obtenue en déterminant la valeur de marché à la date d'arrêt. La valeur comptable représente le coût amorti de l'actif à la date d'arrêt.

Dettes envers les banques

Ce poste comprend essentiellement les dépôts reçus des établissements financiers et leur valeur comptable est calculée sur la base d'une approximation raisonnable de la valeur de marché. A défaut de valeur de marché, il convient de recourir aux estimations des administrateurs.

Instruments financiers dérivés – passifs

Ce poste comprend principalement des contrats de change à terme et des swaps de change, dont la juste valeur est déterminée par les taux à terme du marché. La juste valeur est calculée en utilisant les taux au comptant du marché à la date d'arrêt.

Dettes envers la clientèle

Ce poste comprend essentiellement les dépôts reçus des clients non bancaires et leur valeur comptable est calculée sur la base d'une approximation raisonnable de la valeur de marché. A défaut de valeur de marché, il convient de recourir aux estimations des administrateurs.

Dettes subordonnées

Il s'agit des dettes à long terme dont la juste valeur a été estimée au moyen des valeurs de marché.

G. Dépréciation des actifs financiers

A chaque date de clôture, la Banque apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé devoir être déprécié si, et seulement si, il existe une indication objective de perte de valeur résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (un « événement de perte ») et que cet événement (ou événements) de perte a un impact qui peut être estimé de manière fiable sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou groupe d'actifs financiers.

Une indication de perte de valeur peut être constituée d'indications montrant que l'emprunteur ou un groupe d'emprunteurs rencontrent des difficultés financières importantes, des défaillances ou des retards de paiement dans le règlement des intérêts ou du principal, qu'il est probable qu'ils fassent l'objet d'une procédure de faillite ou autre réorganisation financière et que, selon des données observables montrent, il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés (par exemple, augmentation des impayés ou conditions économiques entraînant des défaillances).

Créances sur des banques et prêts et avances à la clientèle

Pour les montants comptabilisés au coût amorti, la Banque apprécie s'il existe une indication objective de dépréciation, individuellement pour les actifs financiers qui sont significatifs à titre individuel, ou collectivement pour les actifs financiers qui ne sont pas significatifs à titre individuel.

S'il existe une indication objective de perte de valeur, le montant de la perte est évalué comme la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés (à l'exclusion des pertes de crédit futures attendues non encore survenues).

La valeur comptable de l'actif est diminuée du montant de la provision comptabilisée et la perte est comptabilisée dans l'état du résultat net.

L'intérêt continue de s'accumuler sur la valeur comptable réduite sur la base du taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les prêts et les provisions correspondantes sont passés en pertes lorsqu'il n'existe plus de perspective réaliste de recouvrement futur et que la sûreté éventuelle a été réalisée ou a été transférée à la Banque. Si, au cours d'un exercice ultérieur, le montant de la perte pour dépréciation estimée augmente ou diminue à cause d'un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, la perte pour dépréciation précédemment comptabilisée est augmentée ou diminuée en ajustant le compte de provision. Si un futur montant passé en perte est recouvré ultérieurement, le montant recouvré est crédité au compte « Pertes de crédit ».

La valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés est calculée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier. Si un prêt est assorti d'un taux d'intérêt variable, le taux d'actualisation servant à évaluer une perte pour dépréciation est le taux d'intérêt effectif à la date de clôture correspondante. Le calcul de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés d'un actif financier assorti de sûretés repose sur les flux de trésorerie qui peuvent résulter d'une saisie diminués des coûts d'obtention et de vente de la sûreté, que la saisie soit probable ou non.

La méthodologie de dépréciation utilisée par la Banque pour les actifs comptabilisés au coût amorti a donné lieu à la constatation de provisions pour :

- Perte de valeur spécifique sur des expositions significatives ou spécifiquement identifiées ;
- Dépréciation collective :
 - des expositions individuelles non significatives ;
 - des pertes encourues mais non encore identifiées (IBNI).

Des explications détaillées sont fournies en note 16.

Instruments financiers disponibles à la vente

Pour les instruments financiers disponibles à la vente, la Banque apprécie, à chaque date d'arrêté, s'il existe une indication objective de dépréciation d'un placement ou d'un groupe de placements. Une indication objective serait notamment une baisse significative ou prolongée de la juste valeur du placement en dessous de son coût. Lorsqu'il existe une indication de perte de valeur, la perte cumulée qui avait été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est déduite des capitaux propres et comptabilisée dans l'état du résultat net.

Prêts renégociés

Dans la mesure du possible, la Banque cherche à restructurer les prêts plutôt qu'à prendre possession de garanties. Pour ce faire, elle peut proroger les modalités de paiement et accepter de nouvelles conditions de prêt. Une fois les conditions renégociées, toute provision est évaluée sur la base du taux d'intérêt effectif initial (TIE) calculé avant la modification des conditions et le prêt n'est plus considéré comme présentant un arriéré. La direction examine en permanence les prêts renégociés pour s'assurer que tous les critères sont respectés et que les paiements futurs seront probablement effectués. Les prêts continuent de faire l'objet d'une évaluation individuelle de leur dépréciation, calculée sur la base du TIE d'origine du prêt.

H. Compensation d'instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté dans l'état de la situation financière uniquement s'il est juridiquement possible d'effectuer cette compensation et s'il existe une intention réelle de dénouer ces actifs et passifs sur une base nette ou de dénouer l'actif et le passif simultanément. Cela n'est généralement pas le cas dans les accords-cadres de compensation, et les actifs et passifs correspondants figurent dans l'état de la situation financière à leur valeur brute.

I. Contrats de location

Banque en tant que preneur

Les contrats de location signés par la Banque en tant que preneur sont des contrats de location simple. Les loyers à payer sont portés en charge dans l'état du résultat net de manière linéaire sur la durée du bail et comptabilisés en « Charges d'exploitation ».

Banque en tant que bailleur

Les contrats de location où la Banque ne transfère pas l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens loués sont des locations simples. Les loyers perçus au titre des contrats de location simple sont comptabilisés dans l'état du résultat net sur une base linéaire sur la durée du contrat. Tous les contrats de location où la Banque est le bailleur sont des contrats de sous-location de contrats de location simple où la Banque est le preneur.

J. Comptabilisation des produits et des charges

Un produit est comptabilisé dans la mesure où il est probable que la Banque en retirera des avantages économiques et que le produit peut être évalué de manière fiable. Les critères de comptabilisation spécifiques qui suivent doivent également être respectés avant comptabilisation du produit :

Produits et charges d'intérêts et assimilés

Pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti et les instruments financiers portant intérêt comptabilisés comme instruments financiers disponibles à la vente, les produits ou charges d'intérêts sont comptabilisés au taux d'intérêt effectif. Il s'agit du taux d'actualisation qui, appliqué aux flux de paiements ou d'encaissements futurs estimés sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou une période plus courte, le cas échéant, aboutit exactement à la valeur nette comptable de l'actif ou du passif financier.

Le calcul tient compte de l'ensemble des termes contractuels de l'instrument financier (par exemple, options de remboursement anticipé) et comprend tous les honoraires ou frais additionnels qui sont directement imputables à l'instrument et forment partie intégrante du taux d'intérêt effectif, mais pas les pertes de crédit futures. La valeur comptable de l'actif ou du passif financier est ajustée si la Banque révisé ses estimations de paiements ou d'encaissements. La valeur comptable ajustée est calculée sur la base du taux d'intérêt effectif d'origine et la variation de valeur comptable est comptabilisée comme une perte pour dépréciation.

Une fois que la valeur comptabilisée d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers similaires a été diminuée du fait d'une perte pour dépréciation, les produits d'intérêts continuent d'être comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif d'origine à la nouvelle valeur comptable.

Honoraires et commissions – produits

La Banque perçoit des produits d'honoraires et commissions au titre d'une vaste gamme de services qu'elle fournit à ses clients dans le cadre de ses activités principales et de la fourniture de services de conseil aux entreprises.

Les honoraires et commissions sont comptabilisés au fur et à mesure. Toutefois, les honoraires provenant de services fournis sur une période donnée sont provisionnés sur cette période. Ces honoraires comprennent les produits de commissions et les honoraires de conseil. Les commissions d'engagement pour des prêts qui seront probablement mobilisés et les autres honoraires relatifs à des crédits sont étalés (de même que les éventuels frais additionnels) et comptabilisés comme ajustement au taux d'intérêt effectif du prêt.

Honoraires provenant de services associés à des transactions

Les honoraires provenant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une transaction pour un tiers - comme l'arrangement de l'acquisition de parts ou autres titres ou l'achat ou la vente d'activités – sont comptabilisés lors de l'achèvement de la transaction sous-jacente. Les honoraires ou composantes d'honoraires liés à une performance donnée sont comptabilisés une fois les critères correspondants remplis.

Produit net des activités de marché

Tous les gains et pertes provenant d'écarts de juste valeur, des produits et charges d'intérêts correspondants et des dividendes pour les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés en « Produit net des activités de marché ».

K. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprend les liquidités, les encours auprès des banques centrales et les dépôts à vue auprès des banques ou avec une échéance initiale ne dépassant pas trois mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés au coût amorti dans l'état de la situation financière.

Aux fins de l'établissement de l'état des flux de trésorerie, les activités d'exploitation de la Banque comprennent les flux de trésorerie provenant des prêts et avances, des dépôts de la clientèle et des instruments financiers dérivés. Les activités de financement de la Banque comprennent les variations du capital social émis et des dettes subordonnées.

L. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées de matériel informatique, de mobilier et d'équipement. Elles sont comptabilisées à leur coût diminué des amortissements cumulés. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire afin de ramener le coût des immobilisations corporelles à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée. Les durées d'utilité résiduelles à compter du 1^{er} janvier 2016 sont les suivantes :

- Matériel informatique - 3 à 5 ans ; et
- Mobilier et équipement - 5 à 9 ans.

M. Autres actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent la valeur des frais de développement et des logiciels informatiques. Les dépenses de développement interne d'immobilisations incorporelles, à l'exception des frais de développement immobilisés, sont comptabilisées dans l'état du résultat net dans l'année durant laquelle elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées comme actif incorporel uniquement après avoir fait la démonstration de la faisabilité technique et de la viabilité commerciale de l'actif. Les actifs incorporels acquis séparément sont évalués lors de la comptabilisation initiale à leur coût. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées pour leur coût diminué des éventuels amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur cumulées.

L'amortissement est calculé en appliquant la méthode linéaire pour ramener le coût des actifs incorporels à leur valeur résiduelle sur leur durée d'utilité estimée.

Les durées d'utilité résiduelles à compter du 1^{er} janvier 2017 sont les suivantes :

- Licences : 5 à 10 ans
- Logiciels - 3 à 10 ans ; et
- Coûts de développement - 3 à 5 ans.

N. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition. Cette méthode nécessite de comptabiliser les actifs (y compris les actifs incorporels précédemment non comptabilisés) et les passifs (y compris les passifs éventuels et hors coûts de restructuration futurs) identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur. Tout excédent du coût de l'acquisition par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est comptabilisé comme goodwill.

Le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est initialement évalué à son coût, défini comme étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises par rapport à la participation de la Banque dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué des éventuelles dépréciations cumulées. Le goodwill est revu pour dépréciation, sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements d'environnement font penser que la valeur comptable pourrait être dépréciée.

Aux fins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Banque qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs acquis puissent être alloués à ces unités. Chaque unité ou groupe d'unité auquel le goodwill est alloué :

- représente au sein de la Banque le niveau le plus bas auquel le goodwill est surveillé aux fins de gestion interne ; et
- n'est pas plus grand qu'un segment tel que défini par la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

O. Dépréciation d'actifs non financiers

La Banque évalue à chaque date de clôture, ou plus fréquemment si des événements ou des changements d'environnement font penser que la valeur comptable pourrait être dépréciée, s'il existe des éléments donnant à penser qu'un actif non financier devrait être déprécié. Le cas échéant, ou lorsque le test de dépréciation annuel d'un actif est requis, la Banque procède à une estimation du montant recouvrable de l'actif. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse son montant recouvrable, l'actif est considéré comme déprécié et il est ramené à son montant recouvrable.

P. Prestations de retraite

La Banque gère un régime de retraite à cotisations définies. La cotisation à payer à un régime à cotisations définies est proportionnelle aux services rendus à la Banque par les employés et elle est comptabilisée en charge à la rubrique « Charges de personnel ».

Q. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Banque doit faire face à une obligation présente (légale ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

R. Impôt

Impôt courant

L'impôt courant et les passifs pour l'exercice courant et les exercices précédents sont évalués pour le montant qui devrait être reçu ou payé aux autorités fiscales. Les taux d'imposition (et la législation fiscale) utilisés pour calculer le montant sont les taux adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Impôt différé

Un impôt différé est appliqué sur les différences temporaires à la date de clôture entre la base imposable des actifs et passifs et leurs valeurs comptables aux fins de l'information financière. Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences fiscales temporaires.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, reports de crédits d'impôt non utilisés et pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel imputer les différences temporelles déductibles, les reports de crédits d'impôt non utilisés et les pertes fiscales non utilisées.

La valeur comptable de l'actif d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et est diminuée dès lors qu'il cesse d'être probable qu'il existera un bénéfice imposable suffisant pour permettre l'imputation de tout ou partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date d'arrêté et sont comptabilisés dès lors qu'il est devenu probable que le bénéfice imposable futur permettra le recouvrement de l'actif d'impôt différé.

Des plans détaillés sont préparés pour l'exercice suivant, et des prévisions sont produites pour les années suivantes sur cette base.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'imposition prévus pour l'exercice durant lequel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'imposition (et de la législation fiscale) adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt courant et l'impôt différé relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres sont également comptabilisés en capitaux propres et non dans l'état du résultat net.

S. Dividendes sur les actions ordinaires

Les dividendes sur actions ordinaires sont comptabilisés en tant que passif et déduits des capitaux propres une fois approuvés par les actionnaires de la Banque.

Les acomptes sur dividendes sont déduits des capitaux propres lorsqu'ils sont déclarés et ne sont plus à la discrétion de la Banque.

Les dividendes au titre de l'exercice qui sont approuvés après la date d'arrêté sont présentés en tant qu'événement postérieur à la date de clôture.

3.3. Application des normes internationales d'information financière (IFRS) nouvelles et révisées

Durant l'exercice, la Banque a appliqué un certain nombre d'amendements et de nouvelles interprétations des IFRS publiés par l'International Accounting Standards Board (IASB) tels qu'adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

Améliorations annuelles aux normes IFRS Cycle 2014- 2016

Le cycle modifie les aspects suivants :

IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière.

Cet amendement supprime les exemptions à court terme prévues aux paragraphes E3–E7 d'IFRS 1, car elles ont désormais rempli leur objectif.

IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités.

L'amendement clarifie le champ d'application de la norme en précisant que les exigences d'information prévues dans la norme, à l'exception de celles des paragraphes B10–B16, s'appliquent aux intérêts d'une entité énumérés au paragraphe 5, classés comme détenus en vue de la vente, comme détenus en vue de la distribution ou comme activités abandonnées conformément à la norme IFRS 5 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

L'amendement précise que la décision d'évaluer à la juste valeur, par le biais du compte de résultat un investissement dans une entreprise associée ou une coentreprise détenue par une entité qui est une organisation de capital-risque ou une autre entité qualifiée, est possible pour chaque investissement dans une entreprise associée ou une coentreprise au cas par cas lors de la comptabilisation initiale.

B. Amendements à IAS 7 – Etat des flux de trésorerie

Les amendements visent à clarifier la norme IAS 7 afin d'améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers sur les activités de financement d'une entité. Des informations complémentaires sur les activités de financement sont fournies en note 28.

C. Amendements à IAS 12 – Impôts sur le résultat

Les amendements consistent en quelques paragraphes clarifiant la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à un instrument de dette évalué à la juste valeur, principalement en raison de l'incertitude quant à l'application de certains principes de la norme IAS 12.

4. IFRS nouvelles et révisées publiées, mais pas encore en vigueur

Les normes, amendements et interprétations qui sont pertinents pour la Société, et peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers à venir de la Société, sont les suivants. L'adoption de tous les autres normes, amendements et interprétations ne devrait pas avoir d'impact significatif (à l'exception de IFRS 9 – voir le paragraphe qui lui est consacré ci-après).

Les IFRS nouvelles et révisées décrites ci-après ne sont pas encore d'application obligatoire (mais permettent une application anticipée) pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

- Date d'entrée en vigueur des normes : 01/01/2018
 - IFRS 9 Instruments financiers ;
 - IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
 - Précision sur IFRS 15 ;
 - Amendements à IFRS 4 « Appliquer la norme 9 Instruments financiers avec IFRS 4 Contrats d'assurance » ;
 - Amendements à IFRS 2 Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
 - Amendements à IAS 40 Transferts des immeubles de placement.
- Date d'entrée en vigueur des normes : 01/01/2019
 - IFRS 16 Contrats de location
- Date d'entrée en vigueur des normes :
 - IFRS 17 Contrats d'assurance ;
 - IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée ;
 - IFRIC 23 Incertitude sur les traitements de l'impôt sur le revenu ;

- Amendements à IFRS9 : caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative ;
- Amendements à IAS 28 : Participations à long terme dans des entreprises associées et coentreprises ;
- Améliorations annuelles aux normes IFRS Cycle 2015-2017 ; et
- Amendements à IAS 19 : Modification de plan, réduction ou liquidation d'un régime.

IFRS 9 Instruments financiers : classification et évaluation

Publiée en juillet 2014, cette norme remplace les directives existantes de l'IAS 39 Instruments financiers. La norme IFRS 9 comprend des directives révisées sur la classification et l'évaluation des instruments financiers.

- Classification et évaluation : La classification et l'évaluation des actifs financiers dépendra de la manière dont ils sont gérés (modèle économique de l'entité) et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. Ces facteurs déterminent si les actifs financiers sont évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« FVOCI ») ou à la juste valeur par le biais du compte de résultat (« FVPL »). L'effet combiné de l'application du modèle économique et des tests menés sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels peut entraîner certaines différences dans la population des actifs financiers évalués au coût amorti ou à la juste valeur par rapport à IAS 39. En outre, lors de la transition vers IFRS 9, les entités sont tenues de révoquer les désignations antérieures d'actifs et de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat lorsque le décalage comptable n'existe plus et sont autorisées à révoquer ces désignations lorsque des décalages comptables persistent.
- Dépréciation : Les exigences de dépréciation s'appliquent aux actifs financiers évalués au coût amorti et au FVOCI, aux créances résultant de contrats de location et à certains engagements de prêt et contrats de garantie financière. Lors de la comptabilisation initiale, une provision pour dépréciation (ou une provision pour engagements et garanties) doit être constatée pour les pertes de crédit attendues (« ECL ») résultant d'événements de défaut possibles au cours des 12 prochains mois (« ECL à 12 mois »). En cas d'augmentation significative du risque de crédit, une dotation (ou une provision) est nécessaire pour les ECL résultant de tous les événements de défaut éventuels sur la durée de vie attendue de l'instrument financier (« ECL sur la durée de vie »). Les actifs financiers dont l'ECL à 12 mois est comptabilisée sont en « Stade 1 », les actifs financiers qui sont considérés comme ayant connu une augmentation significative du risque de crédit sont en « Stade 2 » et les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de dépréciation, qui sont donc considérés comme en défaut ou dépréciés, sont en « Stade 3 ».

L'évaluation du risque de crédit et l'estimation des ECL doivent être impartiales et pondérées en fonction des probabilités, et doivent intégrer toutes les informations disponibles nécessaires à l'évaluation, y compris les informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions raisonnables et justifiables de la situation économique à la date de clôture. En outre, l'estimation des ECL devrait prendre en compte la valeur temps de l'argent.

En conséquence, la comptabilisation et l'évaluation des dépréciations sont plus prospectives que dans le cadre d'IAS 39 et la dépréciation qui en résulte peut s'avérer plus volatile. La norme IFRS 9 peut également entraîner une augmentation du niveau total des provisions pour dépréciation, étant donné que tous les actifs financiers seront évalués pour des ECL d'au moins 12 mois et que la population des actifs financiers auxquels s'applique l'ECL à vie est susceptible d'être plus importante que la population pour laquelle il existe une indication objective de dépréciation conformément à la norme IAS 39.

- Impact transitoire : Les exigences de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » seront adoptées à compter du 1^{er} janvier 2018. Les exigences de classification et d'évaluation et de dépréciation sont appliquées rétrospectivement, en ajustant le bilan d'ouverture à la date d'application initiale, sans obligation de retraiter les périodes comparatives. La Banque n'a pas l'intention de procéder à un retraitement des données comparatives.

S'agissant des états financiers de BMCE International plc, l'adoption devrait réduire l'actif net de moins de 5 %.

Ces estimations reposent sur des méthodes comptables, des hypothèses, des jugements et des techniques d'estimation qui restent sujettes à modification jusqu'à ce que la Banque finalise ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » qui est applicable aux exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La norme IFRS 15 propose une approche fondée sur des principes pour la comptabilisation des produits et introduit la notion de comptabilisation des produits au titre des obligations de prestation dans la mesure où celles-ci sont remplies. La Banque adoptera la norme à sa date d'entrée en vigueur obligatoire et la norme sera appliquée rétrospectivement, en tenant compte de l'effet cumulé, le cas échéant, de l'application initiale de la norme en tant qu'ajustement au solde d'ouverture des bénéfices non distribués. La Banque a évalué l'impact de la norme IFRS 15 et prévoit qu'elle n'aura pas d'effet significatif.

IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », avec une date d'entrée en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La norme IFRS 16 permet aux preneurs de comptabiliser la plupart des contrats de location entrant dans le champ d'application de la norme d'une manière similaire à celle dont les contrats de location-financement sont actuellement comptabilisés en vertu de la norme IAS 17 « Contrats de location ». Les preneurs comptabiliseront un actif « droit d'utilisation » et un passif financier correspondant au bilan. L'actif sera amorti sur la durée du contrat de location et le passif financier sera évalué au coût amorti. Pour le bailleur, la comptabilisation reste sensiblement la même que celle de la norme IAS 17. La banque évaluera en 2018 l'impact d'IFRS 16 et il n'est pas possible de quantifier l'effet à la date de publication de ces états financiers. Les engagements des contrats de location simple existants sont détaillés en Note 29.

5. Informations sectorielles

L'information sectorielle primaire porte sur les segments d'activité dans la mesure où les risques et les taux de rendement de la Banque sont affectés de manière prédominante par les différences entre les produits et les services offerts. Les activités opérationnelles sont organisées et gérées en fonction de la nature des produits et services, chaque segment représentant une unité d'activité stratégique qui propose des produits différents et sert des marchés différents.

En termes de gestion, la Banque est organisée en trois segments d'activité :

Trésorerie et marchés de capitaux (TCM)

Ce segment intervient principalement dans des activités de vente et de tenue de marché dans le secteur de la trésorerie. Il fournit à toute une clientèle d'entreprises et d'institutionnels, et à nos opérations pour compte propre, l'accès à des marchés et des produits. Il fournit en interne des facilités de trésorerie à des taux de marché pour les activités de banque d'entreprise et d'investissement.

Banque d'entreprise et d'investissement (CIB)

Ce segment fournit principalement des services de banque d'investissement, notamment le financement de projets et les financements structurés, le financement d'entreprise, le conseil et le montage de prêts et autres facilités de crédit pour une clientèle d'entreprises et d'institutionnels.

Autres

Les autres fonctions centrales non directement imputables à la Banque d'entreprise et d'investissement ou à la Trésorerie et marchés de capitaux, et qui sont gérées et contrôlées de manière centrale, sont présentées dans le segment « Autres ».

Les segments géographiques de la Banque correspondent, pour les activités de banque d'entreprise et d'investissement, à la situation géographique des clients du département et, pour les activités de trésorerie et marchés de capitaux, aux marchés individuels sur lesquels le département intervient.

Les tableaux suivants présentent les informations sur les produits et certains actifs et passifs concernant les segments opérationnels de la Banque pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016.

(Milliers £.)	TCM	CIB	Autres	Total 2017
Produits d'exploitation				
Produits d'intérêts nets	7 822	14 353	(5 727)	16 448
Produit net des honoraires et commissions	-	618	398	1 016
Produit net des activités de marché	(2 488)	29	2 439	20
Plus-values réalisées sur cession de titres de placement	2 878	-	-	2 878
Produits nets d'exploitation provenant d'autres segments	-	(126)	126	-
Autres produits d'exploitation	-	(19)	(12)	(31)
Total des produits d'exploitation	8 252	14 855	(2 777)	20 330
Charges d'exploitation				
Charges de personnel	(418)	(563)	(5 182)	(6 163)
Amortissements	-	-	(111)	(111)
Dépréciations	-	-	(508)	(508)
Autres charges d'exploitation	-	(126)	(5 104)	(5 230)
Reprises de dépréciations nettes	-	(1 510)	-	(1 510)
Total des charges d'exploitation	(418)	(2 199)	(10 906)	(13 522)

Résultats par segment	7 834	12 656	(13 682)	6 608
Charge d'impôt sur le résultat	-	-	(1 298)	(1 298)
Résultat de l'exercice	7 834	12 656	(14 980)	5 510
Autres éléments du résultat global				
Eléments susceptibles d'être reclassés	899	-	(77)	822
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	899	-	(77)	822
Actifs et passifs (sous revue)				
Actifs du segment	220 825	225 937	44 198	490 960
Passifs du segment	224 095	168 067	20 909	413 071
Acquisitions d'immobilisations				
Immobilisations corporelles	-	-	135	135
Immobilisations incorporelles	-	-	1 244	1 244

(Milliers £.)	TCM	CIB	Autres	Total 2016
Produits d'exploitation				
Produits d'intérêts nets	4 263	12 205	(1 360)	15 108
Produit net des honoraires et commissions	-	2 402	-	2 402
Produit net des activités de marché	1 130	-	738	1 868
Plus-values réalisées sur cession de titres de placement	662	-	-	662
Produits nets d'exploitation provenant d'autres segments	-	(26)	26	-
Autres produits d'exploitation	-	-	538	538
Total des produits d'exploitation	6 055	14 581	(58)	20 578
Charges d'exploitation				
Charges de personnel	(458)	(514)	(5 011)	(5 983)
Amortissements	-	-	(71)	(71)
Dépréciations	-	-	(135)	(135)
Autres charges d'exploitation	-	(26)	(4 417)	(4 443)
Reprises de dépréciations nettes	-	(886)	-	(886)
Total des charges d'exploitation	(458)	(1 426)	(9 634)	(11 518)
Résultats par segment	5 597	13 155	(9 692)	9 060
Charge d'impôt sur le résultat	-	-	(476)	(476)
Résultat de l'exercice	5 597	13 155	(10 168)	8 584
Autres éléments du résultat global				
Eléments susceptibles d'être reclassés	1 941	-	356	2 297
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	1 941	-	356	2 297
Actifs et passifs				
Actifs du segment	241 750	244 340	41 628	527 718
Passifs du segment	251 657	184 424	20 080	456 161
Acquisitions d'immobilisations				
Immobilisations corporelles	-	-	115	115
Immobilisations incorporelles	-	-	1 160	1 160

Informations sur les zones géographiques

La Banque opère sur quatre marchés géographiques : Royaume-Uni, Afrique, Europe et le reste du monde.

Les produits nets d'exploitation externes de la Banque sont répartis en fonction des données comptables et du lieu où est située la contrepartie de la transaction.

(Milliers £ - 2017.)	Royaume-Uni	Afrique	Europe	Reste du monde
Produits (charges) nets d'exploitation externes	18 946	14 358	(15 273)	2 299
TOTAL DES ACTIFS	208 537	2 449	60 192	219 782

(Milliers £ – 2016.)	Royaume-Uni	Afrique	Europe	Reste du monde
Produits nets d'exploitation	8 198	10 489	(511)	2 402
TOTAL DES ACTIFS	74 945	233 520	155 780	63 473

6. Produits d'intérêts nets

(Milliers £.)	2017	2016
Prêts et avances aux banques	2 108	1 337
Prêts et avances à la clientèle	13 907	12 531
Placements – disponibles à la vente	4 641	4 229
Placements détenus jusqu'à leur échéance	378	941
Produits d'intérêts et assimilés	21 034	19 038
Dettes envers les banques	(3 957)	(3 340)
Dettes subordonnées	(629)	(590)
Charges d'intérêts et assimilées	(4 586)	(3 930)
PRODUITS D'INTERETS NETS	16 448	15 108

Les différents postes des produits d'intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, comprennent un montant total de : 457 k£ (2016 : 222 k£) relatif aux actifs financiers dépréciés.

7. Produit net des honoraires et commissions

(Milliers £.)	2017	2016
Honoraires et commissions sur prêts	181	850
Honoraires et commissions des services bancaires aux entreprises	2 488	3 039
Honoraires et commissions – produits	2 669	3 889
Honoraires et commissions – charges	-	(299)
Autres honoraires versés	(1 654)	(1 188)
Honoraires et commissions – charges	(1 654)	(1 487)
PRODUIT NET DES HONORAIRES ET COMMISSIONS	1 015	2 402

8. Produit net des activités de marché

(Milliers £.)	2017	2016
Change	(5 806)	7 794
Change – produits dérivés	5 825	(5 926)
Plus-values sur cessions de titres disponibles à la vente	1 571	662
Plus-values sur cessions de titres détenus jusqu'à l'échéance	1 308	-
PRODUIT NET DES ACTIVITES DE MARCHE	2 898	2 530

Aucun produit tiré d'autres instruments financiers n'est comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net.

9. Autres produits d'exploitation

(Milliers £.)	2017	2016
Loyers de la sous-location de locaux	-	401
Autres produits / (charges)	(31)	137
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	(31)	538

10. Charges de personnel

(Milliers £.)	2017	2016
Salaires et rémunérations	(4 439)	(4 202)
Charges sociales	(952)	(794)
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	(469)	(321)
Autres avantages	(303)	(666)
CHARGES DE PERSONNEL	(6 163)	(5 983)
Les informations concernant les jetons de présence et la rémunération la plus élevée consentie à un administrateur sont présentées en note 30.		

Nombre d'employés	57	61
Nombre moyen mensuel d'employés (administrateurs inclus) au cours de l'exercice :		
Conseil d'administration	4	3
Banque d'entreprise et d'investissement	12	16
Trésorerie et marchés de capitaux	4	3
Exploitation et support	37	39

11. Autres charges d'exploitation

(Milliers £.)	2017	2016
Frais de marketing	(109)	(35)
Charges des contrats de location simple (locaux)	(1 037)	(1 166)
Frais administratifs	(2 763)	(2 056)
Honoraires professionnels	(850)	(377)
Honoraires du commissaire aux comptes	(148)	(130)
Autres charges	(324)	(679)
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION	(5 231)	(4 443)
<i>Autres honoraires versés aux commissaires aux comptes</i>		
Services fiscaux	-	(30)

12. Reprises/(dotations) nettes de dépréciations

(Milliers £.)	Note	2017	2016
Prêts et avances à la clientèle	16	(1 510)	(886)
PROVISIONS POUR DEPRECIATION		(1 510)	(886)

13. Impôt

(Milliers £.)	2017	2016
Impôt sur le résultat de l'exercice	(819)	(1 027)
Ajustements d'impôts d'exercices antérieurs sur l'exercice	(26)	3
Impôt courant	(845)	(1 024)
Apparition et inversion de différences temporaires	(188)	957
Effet de la modification du taux d'imposition	(34)	(19)
Ajustements d'impôts différés d'exercices antérieurs sur l'exercice	(43)	
Comptabilisation des actifs d'impôt différé	(188)	(390)
Impôt différé	(453)	548
IMPOT	(1 298)	(476)
Rapprochement de la charge d'impôt totale		
Résultat avant impôt	6 809	9 060
Impôt sur le résultat calculé au taux de 19,27 % (2016 : 20,00 %)	(1 311)	(1 812)
Autres éléments non déductibles	(35)	(1)
Amortissements comptables supérieurs aux amortissements fiscaux	(119)	-
Amortissements fiscaux supérieurs aux amortissements comptables	373	318
Effet de change sur le taux d'imposition	(34)	(19)
Ajustements au titres des exercices antérieurs	(70)	3
(Décomptabilisation)/Comptabilisation de pertes fiscales non comptabilisées précédemment	(102)	1 035
Crédit d'impôt comptabilisé dans l'état du résultat net	(1 298)	(476)
L'actif d'impôt différé provient de différences temporaires sur les éléments suivants :		
Pertes fiscales disponibles	5 576	5 819
Immobilisations corporelles	956	1 147
TOTAL	6 531	6 966

L'impôt différé a été comptabilisé aux taux en vigueur au moment où les différences temporaires s'inversent, conformément aux principes comptables. Le taux utilisé pour le calcul est compris entre 19 % et 17 % (2016 : entre 20 % et 17 %)

Conséquence de la modification de l'utilisation de la déduction des pertes, les actifs d'impôt différé devraient être récupérés sur une période de 10 ans.

Les actifs d'impôt différé comptabilisés au 31 décembre 2017 l'ont été parce que, de l'avis des administrateurs, il est probable qu'il existe des bénéfices imposables suffisants sur lesquels ils pourront être récupérés. Pour parvenir à cette conclusion, les administrateurs ont estimé les bénéfices futurs de la Banque qui sont soumis à un certain nombre de variables. En cas de baisse estimée de 10 % du résultat avant impôt, les administrateurs jugent que la comptabilisation des actifs d'impôt différé demeure appropriée. Les administrateurs sont convaincus que l'actif d'impôt différé sera utilisé sur les bénéfices imposables futurs.

Une analyse de sensibilité a été réalisée sur le scénario initial décrit ci-dessus. Des variations de +10 % - 6 % dans les produits prévisionnels de la Banque modifieraient la période de récupération complète des pertes de 0 à 1 an.

Tout changement futur de la législation fiscale pourrait avoir une incidence significative sur l'utilisation des pertes, y compris la période sur laquelle les pertes peuvent être utilisées.

A la date de clôture, tous les actifs d'impôt différé ont été comptabilisés car la Banque a acquis une plus grande certitude sur l'existence de bénéfices imposables suffisants. En 2015, les actifs bruts d'impôt différé suivants n'ont pas été comptabilisés à la date de clôture parce que, de l'avis des administrateurs, la récupération de ces actifs était incertaine aux fins de l'IAS 12.

Les règles de déduction des pertes ont été durcies à compter du 1^{er} avril 2016, passant de 50 à 25 % des bénéfices réalisés. Au motif qu'il est prévu que les actifs d'impôt différé de la Société seront utilisés sur les exercices postérieurs. Il n'existe pas de date de péremption pour les pertes fiscales.

14. Autres éléments du résultat global

(Milliers £.)	Avant impôt 2017	Impôt 2017	Après impôt 2017	Après impôt 2016
Gains (Pertes) latentes sur placements disponibles à la vente	899		899	1 539
Gains nets sur la vente de placements disponibles à la vente				402
Ecart de change sur la conversion des activités à l'étranger	(77)		(77)	356
TOTAL DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL – BENEFICE / (PERTE)	822		822	2 297

15. Total de la trésorerie et équivalents de trésorerie

(Milliers £.)	2017	2016
Encours auprès des banques centrales	17 489	13 339
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques centrales	17 489	13 339
Comptes courants auprès d'autres banques	46 247	81 000
Placements monétaires auprès d'autres banques	10 646	23 011
Trésorerie et équivalents de trésorerie auprès des banques	56 893	104 011
TOTAL DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	74 382	117 350
Prêts et avances aux banques	63 211	44 993
Prêts et avances aux banques	120 104	149 004

16. Prêts et avances à la clientèle

(Milliers £.)	Note	2017	2016
Productifs		189 146	172 276
Non productifs	33	18 818	3 669
PRETS ET AVANCES A LA CLIENTELE		207 964	175 945

Les prêts et avances à la clientèle présentés dans l'état de la situation financière comprennent les prêts et avances comptabilisés au coût amorti.

A. Provision pour dépréciation des prêts et avances à la clientèle

La provision pour dépréciation des prêts et avances s'analyse comme suit :

(Milliers £.)	Note	2017	2016
Au 1er janvier		1 581	597
Dotation de l'exercice	12	1 763	886
Recouvrements de prêts	12	(253)	-
Ecart de change		(68)	98
Au 31 décembre		3 023	1 581
Dépréciation individuelle	33	3 023	1 581
Montant brut des prêts identifiés individuellement comme à déprécier, avant déduction de toute provision pour dépréciation évaluée de manière individuelle	33	21 840	5 250

La Banque procède à une évaluation des risques de tous les prêts dépréciés et estime les montants récupérables en utilisant toutes les données disponibles sur le client, par exemple le remboursement des autres créanciers, les conditions du marché et du pays.

Par ailleurs, la Banque a examiné le type d'actif, le secteur, la situation géographique, le type de sûreté, les éventuels retards de paiement observés et tout autre facteur pertinent au sein du portefeuille et a conclu qu'il n'est pas nécessaire de constituer une provision collective. La banque va continuer à surveiller ses indicateurs de dépréciation pour l'ensemble du portefeuille et toutes les expositions individuellement.

Compte tenu du caractère subjectif de la prévision des flux de trésorerie futurs sur les actifs dépréciés, le résultat peut être sensiblement différent de la valeur recouvrable estimée. Ceci est particulièrement vrai pour le recouvrement de certains actifs dépréciés qui dépendent de litiges ou d'enquêtes dans des juridictions étrangères. La provision à la clôture reflète la meilleure estimation par les administrateurs des montants recouvrables ; toutefois, la valeur recouvrable réelle pourrait être supérieure ou inférieure de 1,7 million £ au cours de l'exercice suivant.

17. Placements – disponibles à la vente

(Milliers £.)	2017	2016
Titres de dette publique	7 646	14 625
Autres titres de créance	109 909	129 638
Instruments financiers disponibles à la vente	117 555	144 263
Instruments financiers disponibles à la vente au coût	117 258	144 865
Valorisation des actifs disponibles à la vente	297	(602)
moins provisions pour dépréciation	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur	117 555	144 263
Echéance		
moins de trois mois	7 396	-
un an ou moins mais plus de trois mois	24 099	53 178
entre un an et cinq ans	86 060	91 085
plus de cinq ans	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur	117 555	144 263

18. Placements détenus jusqu'à leur échéance

(Milliers £.)	2017	2016
Titres de dette publique	-	16 846
Placements détenus jusqu'à leur échéance -		16 846
Echéance		
moins de trois mois	-	-
un an ou moins mais plus de trois mois	-	-
entre un an et cinq ans	-	16 846
plus de cinq ans	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	16 846

19. Immobilisations corporelles – matériel informatique, mobilier et équipement

(Milliers £.)	2017	2016
Coût au 1^{er} janvier	691	499
Acquisitions	135	115
Sorties	-	-
Ajustements de change	20	77
Coût au 31 décembre	846	691
Amortissement au 1^{er} janvier	(391)	(273)
Dotation de l'exercice	(111)	(71)
Sorties	-	-
Ajustements de change	(11)	(47)
Amortissement au 31 décembre	(513)	(391)
VALEUR NETTE COMPTABLE	333	300

20. Immobilisations incorporelles – logiciels informatiques

(Milliers £.)	2017	2016
Coût au 1^{er} janvier	1 884	724
Acquisitions	1 243	1 160
Sorties	-	-
Coût au 31 décembre	3 127	1 884
Amortissement au 1^{er} janvier	(165)	(30)
Dotation de l'exercice	(508)	(135)
Sorties	-	-
Amortissement au 31 décembre	(674)	(165)
VALEUR NETTE COMPTABLE	2 454	1 719

21. Goodwill

(Milliers £.)	2017	2016
Au 1^{er} janvier	13 445	12 191
Ajustements de change	326	1 254
Au 31 décembre	13 771	13 445
Dépréciation	(4 854)	(4 854)
VALEUR NETTE COMPTABLE	8 917	8 591

A. Informations sur les zones géographiques

Les goodwills acquis suite à des regroupements d'entreprises avec des durées de vie indéterminées ont été alloués aux fins des tests de dépréciation à deux unités génératrices de trésorerie (UGT) comme suit :

- Banque d'entreprise et d'investissement ; et
- Trésorerie et marché des capitaux.

(Milliers £.)	2017	2016
Banque d'entreprise et d'investissement	5 937	5 175
Trésorerie et marchés de capitaux	2 980	3 416
Valeur nette comptable	8 917	8 591

Principales hypothèses retenues pour le calcul des valeurs d'utilité

Les montants recouvrables des UGT ci-dessus ont été déterminés sur la base d'un calcul de la valeur d'utilité, en utilisant des projections de flux de trésorerie sur un horizon perpétuel dérivées de plans d'entreprise à cinq ans approuvés par la direction, selon l'hypothèse d'un taux de croissance de 2 % pour les années futures après la période de cinq ans, puis actualisées avec un taux de 11 %. La direction estime ces hypothèses prudentes. Par exemple, les taux de croissance du produit intérieur brut en Afrique sont en moyenne de 4 %. Ces plans d'entreprise, qui constituent également la base de l'évaluation de l'impôt différé comptabilisé (voir note 13), reposent sur les hypothèses suivantes :

- Absence de dépréciations significatives autres qu'une provision de 1,0 % par an sur les prêts ;
- Un programme permanent de réduction des coûts, notamment les économies sur les locaux et l'élimination de la duplication des ressources ; et
- Des fonds propres suffisants pour couvrir la croissance des actifs.

La valeur d'utilité calculée pour les deux UGT ne fait pas apparaître de perte de valeur supplémentaire.

Pour qu'une dépréciation s'impose, il faudrait que les principales hypothèses varient comme suit (les autres facteurs demeurant inchangés) :

- Le taux d'actualisation devrait être supérieur à 13 %, ou
- Les taux de croissance projetés du résultat avant impôt de la période prévue devraient dépasser -4 %.

Marges d'intérêts : Les marges d'intérêt reposent sur les évaluations faites par la direction et sont conformes aux valeurs moyennes atteintes en 2017. Celles-ci sont maintenues sur la période budgétaire pour les conditions de marché anticipées.

Taux d'actualisation : le taux d'actualisation reflète les estimations de la direction en matière de rendement des capitaux employés (RCE) de la Banque.

Taux de croissance prévus : les taux de croissance prévus reposent sur la capacité de la Banque à utiliser pleinement ses fonds propres ainsi que sur son évaluation des conditions de marché en Afrique.

22. Autres actifs

(Milliers £.)	2017	2016
TVA récupérable	269	252
Acomptes	1 850	1 203
Dépôt locatif	181	128
Créances sur l'entité de contrôle ultime	4 832	8 183
Autres débiteurs divers	1 341	947
AUTRES ACTIFS	8 473	10 713

23. Dettes envers les banques

(Milliers £.)	2017	2016
Comptes courants	39 974	26 365
Dépôts à terme dus aux banques	11 084	6 844
Dettes envers des sociétés sœurs – à moins d'un an	6 784	21 933
Dettes envers l'entité de contrôle ultime	221 897	249 935
DETTES ENVERS LES BANQUES	279 739	305 077

Les dettes envers les sociétés sœurs du Groupe sont des dépôts sur le marché monétaire effectués par des membres du Groupe Bank of Africa. Ces dépôts sont rémunérés à des taux négociés à des conditions de marché.

24. Dettes envers la clientèle

(Milliers £.)	2017	2016
Comptes courants	104 480	119 871
Dépôts à terme	7 869	9 835
DETTES ENVERS LA CLIENTELE	112 349	129 706

25. Autres dettes

(Milliers £.)	2017	2016
Dettes à court terme	817	768
Charges à payer	2 060	1 810
Autres impôts et charges sociales	365	473
Produits constatés d'avance	1 147	1 496
Autres créditeurs	448	30
AUTRES DETTES	4 837	4 577

26. Dette subordonnée

(Milliers £.)	2017	2016
Nominal	15 695	15 140
Intérêts courus	377	363
DETTE SUBORDONNEE	16 072	15 503

Les dettes subordonnées comprennent des emprunts subordonnés de 17 700 K€ à taux fixe de 4 % accordés par la société mère le 31 mai 2010 avec une date de remboursement initiale en 2020. En 2015, l'échéance de dette subordonnée d'un montant de 17 700 k€ a été prolongée de 2020 à 2023.

(Milliers £ - 2017.)	2016	Flux de trésorerie	Ecarts de change	Autres	Total
Dette subordonnée Groupe	15 503	629	303	(363)	16 072

(Milliers £ - 2016.)	2015	Flux de trésorerie	Ecarts de change	Autres	Total
Dette subordonnée Groupe	13 316	590	1 912	(315)	15 503

Voir la note 27, Capital social émis, pour la variation des réserves de la Banque qui comprennent également les sources de financement des Banques.

27. Capital social et réserves

(Milliers £.)	2017	2016
Capital social		
<i>Autorisé 150 000 000 d'actions ordinaires d'un nominal de 1 £</i>		
Emis, appelé et entièrement libéré 102 173 000 d'actions ordinaires d'un nominal de 1 £	102 173	102 173
Capital social au 31 décembre	102 173	102 173
Toutes les actions sont de même rang avec une voix par action. Il n'existe aucun droit à un revenu fixe		
Réserves		
Réserve pour placements disponibles à la vente	297	(602)
Ecarts de change	(167)	(90)
Pertes cumulées	(24 414)	(29 924)
Réserves au 31 décembre	(24 284)	(30 616)
CAPITAL SOCIAL ET RESERVES	77 889	71 557

28. Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

(Milliers £.)	2017	2016
Liquidités et encours auprès des banques centrales	17 489	13 339
Comptes courants auprès d'autres banques	46 247	81 000
Placements monétaires auprès d'autres banques	10 646	23 011
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15)	74 382	117 350
Augmentation / (diminution) nette des :		
Prêts et avances aux banques	(18 217)	(19 950)
Instruments financiers dérivés	(1 108)	190
Prêts et avances à la clientèle	(32 019)	(8 232)
Autres actifs	2 239	(2 425)
Intérêts	(15 330)	(11 400)
Variation des actifs d'exploitation	(64 435)	(41 817)

Augmentation / (diminution) nette des :		
Dettes envers les banques	(25 338)	40 300
Instruments financiers dérivés	(1 224)	439
Dettes envers la clientèle	(17 357)	31 169
Autres dettes	3 330	3 225
Intérêts	(125)	205
Variation des passifs d'exploitation	(40 714)	75 338
Amortissements et dépréciations	619	206
Provisions pour dépréciation	1 510	886
Gains sur titres	(2 878)	(662)
Gain de change net	(141)	540
Autres éléments inclus dans le résultat avant impôt	(890)	970

29. Passifs éventuels et engagements

Ces passifs sont des instruments relatifs au crédit qui comprennent des garanties et engagements à prolonger le crédit. Les montants contractuels représentent le montant à risque si le contrat est mobilisé en totalité et que le client fait défaut.

Une part significative des garanties et engagements devant expirer sans être

mobilisée, le total des montants du contrat n'est pas représentatif des besoins de trésorerie futurs.

Ces obligations ne sont pas comptabilisées dans l'état de la situation financière, mais elles présentent un risque de crédit et font donc partie du risque global de la Banque.

Le montant total des engagements et passifs éventuels en cours se présente comme suit :

(Milliers £.)	2017	2016
Garanties financières	1 285	8 417
Lettres de crédit	50 391	47 758
Effets à encaisser	79	8 219
Passifs éventuels	51 755	64 394
Engagements de prêts non utilisés	8 342	16 448
Engagements	8 342	16 448
PASSIFS EVENTUELS ET ENGAGEMENTS	60 097	80 842

Engagements de location simple

Banque en tant que preneur

La Banque s'est engagée à effectuer dans l'année les paiements cumulés indiqués ci-dessous au titre de contrats de location simple non résiliables. Ces contrats de location simple concernent les bureaux de la Banque à Londres et à Paris.

Le bail doit être partagé avec d'autres sociétés du groupe, la part que la Banque s'est engagée à payer est de 821 k£ par an.

Au 31 décembre les décaissements futurs au titre de contrats de location simple non résiliables se présentaient comme suit :

(Milliers £.)	2017	2016
A un an	1 395	1 051
Entre un an et cinq ans	1 276	1 996
Entre cinq ans et dix ans	-	-
ENGAGEMENTS DE LOCATION ARRIVANT A EXPIRATION	2 671	3 047

Banque en tant que bailleur

La Banque a sous-loué une partie de ses locaux parisiens. Les loyers futurs minimaux à recevoir en vertu des contrats de location simple non résiliables au 31 décembre sont les suivants :

(Milliers £.)	2017	2016
A un an	520	393
ENGAGEMENTS DE LOCATION A RECEVOIR	520	393

30. Rémunérations et transactions effectuées avec les principaux dirigeants de la Banque

Les administrateurs non exécutifs ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à retraite de la part de la Banque.

Les principaux dirigeants incluent les cadres supérieurs de la Banque.

Un administrateur a été membre du régime à cotisations définies en 2017. Les administrateurs non exécutifs ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à retraite de la part de la Banque.

La Banque n'a pas conclu de transaction, d'accord ni d'arrangement impliquant des administrateurs, des dirigeants, ni leurs partenaires d'affaires ou des membres de leur famille proche.

(Milliers £.)	2017	2016
Avantages à court terme des employés	1071	1232
Retraites (à cotisations définies)	-	33
Rémunération des cadres dirigeants (y compris les administrateurs)	1071	1265
Avantages à court terme des employés	645	542
Rémunération des administrateurs	645	542
Emoluments totaux et avantages	404	348
Administrateur le mieux rémunéré	404	348

31. Transactions avec des parties liées

La Banque est une filiale à 100 % de BMCE International (Holdings) plc. La société mère et entité de contrôle ultime de la Banque est la Banque Marocaine du Commerce Extérieur S.A. (BMCE).

Au cours de l'exercice, des transactions ont eu lieu entre la Banque, sa société mère, l'entité de contrôle ultime et d'autres parties liées. La banque échange (reçoit et fournit) un ensemble de services avec la société mère et les autres parties liées, notamment des prêts et des garanties et différents services administratifs.

Les soldes non réglés à la clôture résultaient du déroulement normal de l'activité et ne font l'objet d'aucune sûreté. Les intérêts, honoraires et commissions versés à ou reçus de parties liées le sont à des conditions commerciales normales. Outre les entités appartenant au groupe BMCE, les membres de la direction sont également considérés comme des parties liées. Leurs rémunérations sont présentées à la note 30.

(Milliers £ - 2017.)	BMCE	BOA	ITIS	ES	Total
Intérêts versés	4 292	94	-	-	4 386
Intérêts reçus	670	(139)	-	-	531
Honoraires et commissions versés	11	0	-	-	11
Honoraires et commissions reçus	608	128	-	-	736
Produit/(charge) net des activités de marché	6	2	-	-	7
Montants dus à	368	3 074	-	365	3 807
Montants dus par	225 685	3 593	900	-	230 251
Montants dus par	23 950	14 171	4 992	-	43 113
Garanties financières et engagements donnés	8 384	3 764	-	-	12 148
Garanties financières reçues	11 797	5 246	-	-	17 043

(Milliers £ - 2016.)	BMCE	BOA	ITIS	ES	Total
Intérêts versés	3 569	166	-	-	3 735
Intérêts reçus	591	223	-	-	814
Honoraires et commissions versés	13	-	-	-	13
Honoraires et commissions reçus	137	143	-	-	280
Produit/(charge) net des activités de marché	430	280		2	712
Autres charges d'exploitation payées	2	1	1 461	-	1 464
Montants dus à	253 936	19 098	900	-	273 934
Montants dus par	35 058	4 061	5 590	-	44 709
Garanties financières et engagements donnés	19 797	4 811			24 608
Garanties financières reçues	21 331	2 820			24 151

BMCE = Banque Marocaine du Commerce Extérieur S.A

BOA = Bank of Africa Group (*)

IT IS = IT informations services (*)

ES = Euroservices SA (*)

(*) Société détenue et contrôlée directement par Banque Marocaine du Commerce Extérieur S.A

32. Gestion du risque

A. Introduction

Gérer efficacement le risque est un axe stratégique fondamental et permanent de la Banque. Non seulement la gestion du risque est une compétence clé pour un prestataire de services financiers, mais elle joue également un rôle important au stade de développement actuel de la Banque et est essentielle pour lui permettre d'atteindre son objectif de rentabilité. Les principaux éléments de l'infrastructure de gestion des risques de la Banque sont les suivants :

- La gouvernance ; et
- Les procédures de gestion du risque.

Les principaux risques auxquels la Banque est confrontée sont :

- Le risque de crédit ;
- Le risque de liquidité ;
- Le risque de marché ; et
- Le risque opérationnel.

B. Gouvernance

Le Conseil d'administration est responsable de l'approche globale de la gestion du risque. Il approuve les stratégies et principes de risque et il est aidé par un certain nombre de comités présentés ci-dessous :

Département de gestion du risque (DGR) et Comité du risque :

- Le DGR est divisé selon des fonctions de risque traditionnelles : risque de marché/liquidité, risque de crédit et risque opérationnel. Le DGR est responsable de la mise en place, de l'évaluation et de la mise à jour des procédures en matière de risque, afin d'assurer l'existence d'un processus de contrôle indépendant.
- Le Comité du risque aide le Conseil dans sa surveillance de l'adéquation et de l'efficacité des politiques et procédures de gestion du risque de la Banque. Le Comité du risque de crédit approuve l'ensemble des demandes de crédit.

Comité actif-passif et trésorerie (TALCO - Treasury Assets and Liability Committee) :

Le TALCO est chargé d'assister le Conseil d'administration et la direction en matière de surveillance des politiques, stratégies et procédures de risque. Le rôle du TALCO est d'aider la Banque à s'acquitter de ses responsabilités relatives à la surveillance des politiques, stratégies et procédures de gestion du risque de marché de la Banque susceptibles d'avoir un impact significatif sur les résultats et les fonds propres de la Banque. Les responsabilités du TALCO comprennent la gestion et l'examen des éléments suivants :

- exposition de la Banque au risque de marché et sa stratégie de couverture ;
- liquidité de la Banque ;
- utilisation des fonds propres, notamment le respect des exigences réglementaires ;

- procédures de gestion du risque ;
- autres catégories de risque liées au risque de marché (risque pays, risque de contrepartie) ;
- évolutions réglementaires et leur impact sur les prix des actifs négociables ;
- évaluation des actifs de marché et mesure du risque de marché ; et
- limites de risque de marché.

Comité d'audit :

Le Comité d'audit est composé d'administrateurs indépendants non exécutifs (notamment le président du Comité d'audit). Le Comité d'Audit se réunit trimestriellement ou autant que nécessaire pour s'acquitter convenablement de ses fonctions. Le Comité d'Audit assume une responsabilité de supervision et de revue. Il ne délivre aucun conseil et n'est investi d'aucun rôle exécutif. Le rôle du Comité d'audit est d'aider le Conseil d'administration à surveiller :

- l'intégrité des états financiers de la Banque ;
- le caractère adéquat et l'efficacité des systèmes de contrôle interne de la Banque ;
- les qualifications et l'indépendance du commissaire aux comptes de la Banque et la bonne exécution de leurs tâches par le commissaire aux comptes et l'audit interne de la Banque ; et
- toute autre question pertinente.

C. Systèmes d'évaluation et de reporting

La surveillance et le contrôle du risque sont principalement réalisés par comparaison avec les limites établies par la Banque. Ces limites sont établies au moyen d'un « Manuel des méthodes et procédures de crédit », d'un « Manuel des méthodes et procédures de risque de marché » et d'un « Manuel des méthodes et procédures de risque opérationnel » préalablement validés. Une approche qualitative et quantitative est par ailleurs appliquée dans ce cadre.

La politique de la Banque repose sur la production de rapports journaliers à partir d'informations provenant de l'ensemble des systèmes opérationnels, ces rapports étant ensuite analysés afin d'identifier les risques de contrôle de manière appropriée et rapide. Ces rapports comprennent (mais ne s'y limitent pas) des rapports d'exposition (exposition par contrepartie, exposition par pays, exposition par secteur), des rapports de dépassement et des rapports sur les risques de concentration sur l'ensemble des contreparties, pays et secteurs.

D. Atténuation

Dans le cadre de sa stratégie globale de gestion du risque, la Banque peut recourir à des dérivés et à d'autres instruments financiers pour gérer les risques de taux d'intérêt, de change, de variation de cours des actions, de crédit, et pour couvrir par avance les expositions attendues d'opérations futures.

33. Risque de crédit

Le risque de crédit est l'un des principaux facteurs de risque auxquels est exposée la Banque. Il est défini comme le risque de perte résultant du défaut de débiteurs (notamment les émetteurs d'obligations) ou de contreparties.

Tous ces risques pris par la Banque doivent avoir été approuvés aux niveaux appropriés et doivent se conformer aux politiques et procédures énoncées dans le Manuel des méthodes et procédures de crédit. L'une des principales responsabilités du Département de gestion du risque est de surveiller le risque de crédit quotidiennement et de s'assurer que les expositions restent dans les limites approuvées.

La Banque a établi un processus de revue du crédit afin de fournir une évaluation périodique de la solvabilité des contreparties. La Banque a établi un système interne de classification du risque de crédit pour évaluer et attribuer une note de risque de crédit indépendamment de la notation externe.

A. Concentrations de risques liés aux expositions maximales au risque de crédit

Les concentrations de risques se produisent lorsqu'un certain nombre de contreparties sont engagées dans des activités similaires ou dans des activités situées dans la même zone géographique ou présentent des caractéristiques économiques similaires qui font que leur capacité à honorer leurs obligations contractuelles serait affectée de manière similaire par des changements économiques, politiques ou autres.

Les concentrations sont le signe d'une relative sensibilité de la performance de la Banque aux évolutions touchant un secteur ou une zone géographique particulière.

Afin d'éviter des concentrations de risques excessives, les politiques et procédures de la Banque comprennent des lignes directrices spécifiques sur l'importance de la diversification du portefeuille. Les concentrations de risques de crédit identifiées sont contrôlées et gérées en conséquence. La Banque peut avoir recours à une couverture ciblée pour gérer les concentrations de risques au niveau de la relation client et du secteur.

La Banque a mis en place des limites par pays et des limites par secteur qui sont gérées de manière à ce que le portefeuille de la Banque demeure correctement diversifié.

Les concentrations de risques sont gérées par client/contrepartie, par zone géographique et par secteur d'activité.

L'exposition de crédit brute maximale à une contrepartie (autre que celle relative aux parties liées présentée à la note 31) en termes de concentration de risques au 31 décembre 2017 s'élevait à 23 662 k£ (31 décembre 2016 : 29 039 k£).

B. Analyse géographique

La concentration d'exposition maximale au risque de crédit de la Banque, avant prise en compte d'éventuelles sûretés détenues ou autres rehaussements de crédit, peut s'analyser comme suit, par zone géographique :

(Milliers £ - 2017.)	CIB	TCM	Total
Europe	123 300	29 483	152 783
Royaume-Uni	34 452	5 360	39 812
Afrique	116 274	68 601	184 875
Autres	47 858	47 398	95 256
TOTAL	321 884	150 842	472 726

(Milliers £ - 2016.)	CIB	TCM	Total
Europe	44 551	87 192	131 743
Royaume-Uni	42 280	26 573	68 853
Afrique	111 418	133 803	245 221
Autres	45 326	19 000	64 326
TOTAL	243 575	266 568	510 143

La solvabilité générale d'un client entreprise tend à être l'indicateur le plus pertinent de la qualité de crédit d'un prêt qui lui est consenti. Toutefois, une garantie offre une sûreté supplémentaire et la Banque demande généralement aux entreprises emprunteuses de lui en fournir. La Banque peut prendre des garanties sous forme de charges flottantes sur tous les actifs de l'entreprise et autres ligness, assurance crédit et garanties.

Etant donné que la Banque se concentre sur la solvabilité de l'entreprise, elle ne procède pas à des évaluations de routine des garanties détenues pour tous les prêts aux clients entreprises. L'évaluation de la garantie est mise à jour lorsque le risque de crédit d'un prêt se détériore de manière significative et le prêt est alors surveillé de plus près. Pour les prêts dépréciés, la Banque demande une évaluation de la garantie car sa valeur actuelle est une donnée prise en compte dans l'évaluation de la dépréciation.

C. Exposition maximale au risque de crédit sans tenir compte d'éventuelles sûretés et autres rehaussements de crédit

Le tableau qui suit présente l'exposition maximale au risque de crédit pour les postes de l'état de la situation financière, y compris les dérivés.

L'exposition maximale est présentée en valeur brute, avant atténuation éventuelle du risque par application d'accords de sûreté :

(Milliers £.)	Note	2017	2016
Liquidités et encours auprès des banques centrales	15	17 489	13 339
Prêts et avances aux banques	15	120 104	149 004
Instruments financiers dérivés	37	1 140	32
Prêts et avances à la clientèle	16	207 964	175 945
Placements - disponibles à la vente	17	117 555	144 263
Placements détenus jusqu'à leur échéance	18	-	16 846
Autres actifs	22	8 473	10 714
Total		472 725	510 143
Passifs éventuels	29	50 812	66 419
Engagements	29	8 342	16 448
Total		59 154	82 867
PASSIFS EVENTUELS ET ENGAGEMENTS		532 368	593 009

Analyse sectorielle des actifs financiers de la Banque, avant et après prise en compte des sûretés détenues ou autres rehaussements de crédit :

(Milliers £.)	2017 Exposition maximale brute	2017 Exposition maximale nette	2016 Exposition maximale brute	2016 Exposition maximale nette
Agriculture	88	68	1 172	1 172
Banque et finance	364 058	319 920	350 125	289 194
Extraction et production de matières premières	12 035	11 876	802	802
Construction et biens industriels	7 446	7 446	8 234	8 234
Commerce de gros	19 559	2 620	20 239	6 285
Energie	9 849	-126	12 305	1 367
Etats	82 905	38 693	172 056	137 998
Particuliers	172	109	360	297
Extraction et production de matières premières	4 992	4 992	5 362	5 362
Immobilier	1 648	-	-	-
Loisirs	25	25	477	477
Technologies et télécommunications	18 755	10 765	3 830	3 822
Transport et transport maritime	10 190	1 323	18 047	6 298
TOTAL	531 722	397 711	593 009	461 308

D. Valeur comptable par catégories d'actifs financiers dont les termes ont été renégociés

Le tableau ci-dessous présente la valeur comptable des actifs financiers renégociés classés comme productifs au cours des 12 derniers mois.

Aucun crédit restructuré n'a été comptabilisé en 2017.

(Milliers £.)	2017	2016
Prêts aux entreprises	-	12 011
Total	-	12 011

E. Qualité de crédit par catégorie d'actifs financiers

La qualité de crédit des actifs financiers est gérée par la Banque au moyen de notations de crédit internes. Les notes de risque de crédit (NRC) s'appliquent généralement aux clients, mais peuvent également être appliquées à des transactions spécifiques lorsque cela est jugé approprié. Toutes les installations sont considérées comme ayant le NRC du client sauf indication contraire, à savoir lorsque l'opération est considérée comme présentant un risque de crédit différent de celui de l'entité juridique concernée, par exemple lorsque des crédits ou des transactions sont

garantis par une entité plus solide, ou lorsque le remboursement provient d'une entité plus solide dans le cadre d'une transaction financière structurée et encadrée.

Le tableau qui suit présente la qualité de crédit par catégorie d'actifs pour les postes de l'état de la situation financière relatifs à des prêts, sur la base du système de notation de crédit de la Banque qui utilise la notion de « investment grade », telle que définie et utilisée habituellement par les agences de notation, c'est-à-dire au minimum Baa3 pour Moody's Investors Service ou BBB- pour Fitch :

(Milliers £ - 2017.)	Investment grade	Non investment grade	Déprécié	Total
Prêts et avances aux banques	44 192	75 912		120 104
Instruments financiers dérivés	225	915		1 140
Prêts et avances à la clientèle	-	189 146	18 818	207 964
Instruments financiers – disponibles à la vente	87 582	29 972		117 555
Instruments financiers – détenus jusqu'à leur échéance	-	-		-
TOTAL	131 999	287 793	26 970	446 763

(Milliers £ - 2016.)	Investment grade	Non investment grade	Déprécié	Total
Prêts et avances aux banques	94 543	54 461	-	149 004
Instruments financiers dérivés	-	32	-	32
Prêts et avances à la clientèle	47	170 647	5 250	175 944
Instruments financiers – disponibles à la vente	102 965	41 298	-	144 263
Instruments financiers – détenus jusqu'à leur échéance	8 153	8 693	-	16 846
TOTAL	205 708	275 131	5 250	486 089

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des variations de la valeur comptable des prêts et avances à la clientèle dépréciés :

(Milliers £.)	Note	2017	2016
Au 1^{er} janvier – Montant brut		5 250	1 829
Dépréciés au cours de l'exercice		17 246	15 246
Reclassement en productif		-	(12 011)
Recouvrements de prêts		(671)	-
Ecart de change		16	186
Au 31 décembre – Montant brut		21 840	5 250
Au 31 décembre – Dépréciation	16	3 023	1 581
AU 31 DECEMBRE – VALEUR COMPTABLE	16	18 818	3 669

E. Qualité de crédit par catégorie d'actifs financiers

Les placements disponibles à la vente et détenus jusqu'à leur échéance se répartissent comme suit :

(Milliers £.)	2017	2016
Notés AAA	45 658	57 393
Notés BBB+ à BBB-	-	8 153
Notés BB+ et en dessous	7 646	23 318
Obligations d'Etat et Bons du Trésor	53 303	88 864
Notés A-	11 478	12 475
Notés BBB+ à BBB-	19 045	20 638
Notés BB+ et en dessous	33 728	39 132
Obligations d'établissements financiers	64 251	72 245
TOTAL	117 555	161 109

34. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Banque rencontre des difficultés à respecter des obligations relatives à des passifs financiers à leur échéance dans des conditions normales ou de crise.

La Banque a obtenu de son entité de contrôle ultime un financement, avec des échéances appropriées, lui permettant de faire face à ses besoins de liquidité.

En cas de situation de crise, pour obtenir des financements, la Banque fera appel au marché des mises en pension et à des dépôts de sa société mère. Ce financement sera octroyé aux conditions de marché. La position de liquidité est évaluée et gérée selon un ensemble de scénarios. Le plus important est de maintenir le ratio actif liquide net sur dettes clients dans les limites fixées pour refléter les conditions de marché.

L'actif liquide net comprend les liquidités, les dépôts en banque à court terme et les titres de dette hautement liquides disponibles immédiatement à la vente, diminués des dépôts de banques et autres emprunts. La Banque surveille de près les éléments d'actif liquide net dont l'échéance se situe dans les huit prochains jours et également ceux qui arrivent à échéance au cours du prochain mois. Cependant, la Banque surveille également tous les actifs et passifs par rapport à leurs échéances contractuelles.

L'entité de contrôle ultime, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, s'est engagée à fournir un financement intra-groupe sous forme de dépôts d'un montant maximum de 250 millions £, ou l'équivalent en monnaie étrangère, à un taux d'intérêt de pleine concurrence à convenir entre les deux parties jusqu'au 31 décembre 2018.

A. Réserves de liquidité

Le tableau ci-dessous montre les réserves de liquidité :

(Milliers £.)	2017 Valeur comptable	2016 Valeur comptable
Encours auprès des banques centrales	17 489	13 399
Liquidités et encours auprès d'autres banques	43 954	81 000
Titres de créance libres de nantissement émis par des émetteurs souverains	45 658	57 393
TOTAL	107 101	151 792

Le tableau ci-dessous résume le profil des échéances des actifs et passifs financiers de la Banque au 31 décembre 2017 sur la base des obligations contractuelles de remboursement actualisées.

(Milliers £ - 2017.)	Moins d'un mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actif						
Encours auprès des banques centrales	17 489	-	-	-	-	17 489
Prêts et avances aux banques	66 192	4 556	36 692	12 664	-	120 104
Instruments financiers dérivés	1 011	129	-	-	-	1 140
Prêts et avances à la clientèle	11 996	40 951	39 065	97 333	18 619	207 964
Placements disponibles à la vente	74	7 573	24 398	85 510	-	117 555
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	333	333
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	11 371	11 371
Actifs d'impôt différé	-	-	-	-	6 531	6 531
Autres actifs	8 473	-	-	-	-	8 473
TOTAL DES ACTIFS	105 236	53 209	100 155	195 507	36 833	490 960
Passifs						
Dettes envers les banques	73 513	-	-	206 226	-	279 739
Instruments financiers dérivés	74	-	-	-	-	74
Dettes envers la clientèle	97 655	3 817	10 877	-	-	112 349
Dettes subordonnées	-	377	-	-	15 695	16 072
Autres dettes	4 837	-	-	-	-	4 837
TOTAL DES PASSIFS	176 079	4 194	10 877	206 226	15 695	413 071

Le tableau ci-dessous résume le profil des échéances des actifs et passifs financiers de la Banque au 31 décembre 2016 sur la base des obligations contractuelles de remboursement non actualisées.

(Milliers £ - 2016.)	Moins d'un mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 12 mois	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actif						
Encours auprès des banques centrales	13 339	-	-	-	-	13 339
Prêts et avances aux banques	101 481	10 795	27 439	9 289	-	149 004
Instruments financiers dérivés	26	-	6	-	-	32
Prêts et avances à la clientèle	9 806	24 695	29 969	82 926	28 549	175 945
Placements disponibles à la vente	323	21	49 477	94 442	-	144 263
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	166	16 680	-	16 846
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	300	300
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	10 310	10 310
Actifs d'impôt différé	-	-	-	3 474	3 492	6 966
Autres actifs	10 713	-	-	-	-	10 713
TOTAL DES ACTIFS	135 688	35 511	107 057	206 811	42 651	527 718
Passifs						
Dettes envers les banques	69 068	8 772	227 237	-	-	305 077
Instruments financiers dérivés	178	1 120	-	-	-	1 298
Dettes envers la clientèle	114 454	4 469	10 783	-	-	129 706
Dettes subordonnées	-	363	-	-	15 140	15 503
Autres dettes	4 577	-	-	-	-	4 577
TOTAL DES PASSIFS	188 277	14 724	238 020	-	15 140	456 161

Le tableau ci-dessous résume la répartition de l'état de la situation financière entre actifs et passifs courants et non courants :

(Milliers £.)	2017 Moins d'un an	2017 Plus d'un an	2016 Moins d'un an	2016 Plus d'un an
Actif				
Liquidités et encours auprès des banques centrales	17 489	-	13 339	-
Prêts et avances aux banques	107 440	12 664	139 715	9 289
Instruments financiers dérivés	1 140	-	32	-
Prêts et avances à la clientèle	92 012	115 952	64 470	111 475
Placements – disponibles à la vente	32 045	85 510	49 821	94 442
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-	166	16 680
Immobilisations corporelles	-	333	-	300
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	-	11 371	-	10 310
Actifs d'impôt différé	-	6 531	-	6 966
Autres actifs	8 473	-	10 713	-
TOTAL DE L'ACTIF	259 599	232 361	278 256	249 462
Passifs				
Dettes envers les banques	73 513	206 226	305 077	-
Instruments financiers dérivés	74	-	1 298	-
Dettes envers la clientèle	112 349	-	129 706	-
Autres dettes	4 837	-	4 577	-
Dettes subordonnées	377	15 695	363	15 140
TOTAL DES PASSIFS	191 150	221 921	441 021	15 140

L'analyse ci-dessus montre que la Banque a traité tous les dépôts à vue des clients comme remboursables immédiatement ; toutefois, les relations d'affaires de long terme prouvent que ce n'est pas le cas dans la pratique. La Banque a pris des dispositions adéquates pour pourvoir à ses besoins de liquidités.

Le financement intra-groupe se compose pour l'essentiel d'un ensemble de dépôts à terme reçus de l'entité de contrôle ultime dont les échéances sont échelonnées.

35. Risque de marché

Le risque de marché est le risque de pertes sur des instruments financiers résultant de fluctuations des facteurs de marché. La Banque est actuellement exposée au risque de taux d'intérêt, au risque de change et au risque de prix.

Le risque de marché peut provenir d'autres formes de risque financier telles que le risque de crédit et le risque de liquidité du marché, l'évolution défavorable des cours pour différentes raisons, notamment la revue à la baisse de la notation de crédit de titres détenus, des facteurs économiques généraux négatifs et une liquidité réduite. Les principaux types spécifiques de risque de marché pertinents pour la Banque sont :

- Risque de taux d'intérêt
- Risque de change
- Risque de prix sur les actifs disponibles à la vente Le dispositif de contrôle de la Banque repose sur une approche basée sur le risque, c'est-à-dire qu'il vise à traiter les risques identifiés comme étant les plus pertinents du fait du type d'activité de la Banque et de la manière dont ses opérations ont été organisées. Les autres types spécifiques de risque de marché sont gérés et leurs impacts financiers potentiels sont les suivants :

A. Risque de taux d'intérêt

Portefeuille bancaire

le risque de taux d'intérêt est le risque qui pèse sur les bénéfices ou les fonds propres du fait des variations des taux d'intérêt. Il découle des différences entre les dates des changements de taux et l'échéancier des flux de trésorerie (risque de refixation du taux), de l'évolution des relations entre les taux au sein des courbes de taux qui influent sur les activités bancaires (risque de base), de l'évolution des relations entre les taux au sein de la gamme des échéances (risque de courbe des taux), et des options liées aux taux d'intérêt incorporées dans les produits bancaires (risque d'options). L'évaluation du risque de taux d'intérêt doit tenir compte de l'impact de stratégies ou de produits de couverture complexes, peu liquides et aussi de l'impact potentiel sur les commissions qui sont sensibles aux variations des taux d'intérêt.

Portefeuille de négociation

le faible niveau actuel du portefeuille de négociation signifie qu'il n'existe pour le moment aucun risque de taux d'intérêt important.

La sensibilité totale de tous les actifs et passifs détenus a été calculée comme suit :

Milliers £ - Profit / (perte) dans l'état du résultat net	2017	2016
Décalage parallèle des taux d'intérêt -2 %	1 000	(10 100)
Décalage parallèle des taux d'intérêt +2 %	(1 186)	11 420

B. Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier libellé en monnaie étrangère fluctue en monnaie nationale en raison de variations des taux de change.

L'équipe Risques de la Banque surveille les expositions au marché sur une base quotidienne.

(Milliers £ - 2017.)	USD	EUR	Autres monnaies
Expositions nettes au risque de change	4 262	(1 539)	1 522
Impact d'une hausse de 5 % en monnaie étrangère : taux GBP	(213)	77	(76)
Impact d'une baisse de 5 % en monnaie étrangère : taux GBP	213	(77)	76

(Milliers £ - 2016.)	USD	EUR	Autres monnaies
Expositions nettes au risque de change	4 606	(650)	883
Impact d'une hausse de 5 % en monnaie étrangère : taux GBP	(230)	33	(44)
Impact d'une baisse de 5 % en monnaie étrangère : taux GBP	230	(33)	44

C. Risque de prix sur les actifs disponibles à la vente

La Banque détient des titres disponibles à la vente qui, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), sont évalués à la valeur de marché par le biais des autres réserves. Les profits ou pertes latents sur ces obligations sont surveillés par les traders du département Trésorerie et marchés de capitaux et communiqués au TALCO qui décide de l'opportunité ou non de céder ces actifs. La règle est de détenir des actifs d'une durée résiduelle de 7 ans au maximum et uniquement sur les marchés dont la Banque a l'expérience afin de minimiser les risques. Une réduction de prix de 1 % se traduirait par une perte d'environ 1 196 k£. De même, une hausse des prix de 1 % se traduirait par un gain d'environ 1 196 k£.

36. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini comme étant le risque de perte dû à l'inadéquation ou à la défaillance de systèmes, de comportements humains et/ou à des événements extérieurs. Lorsque les contrôles sont inefficaces, les risques opérationnels peuvent causer des dommages à la réputation, avoir des conséquences légales ou réglementaires, ou entraîner des pertes financières. La Banque ne prétend pas éliminer tous les risques opérationnels, mais elle s'efforce de gérer ces risques grâce à son dispositif de contrôle et en surveillant et en traitant les risques potentiels. Les contrôles comprennent la séparation effective des fonctions, les procédures d'accès, d'autorisation et de rapprochement, la formation du personnel et les procédures d'évaluation.

37. Juste valeur

A. Hiérarchie des justes valeurs

Les bases de détermination des justes valeurs sont détaillées en page 31 à la rubrique Juste valeur. Les instruments dérivés sont classés au Niveau 2 de la hiérarchie, la juste valeur étant évaluée en utilisant les taux à terme observés sur le marché.

La Banque utilise la hiérarchie suivante des techniques d'évaluation pour déterminer et présenter la juste valeur des instruments financiers :

Niveau 1

Les données sont des cours cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des instruments identiques.

Niveau 2

Les données sont des données autres que les cours cotés inclus dans le niveau 1 et qui sont observables directement (c'est-à-dire des prix) ou indirectement (c'est-à-dire dérivées de prix). Cette catégorie comprend les instruments évalués selon les méthodes suivantes : prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments similaires ; prix cotés pour des instruments identiques ou similaires sur des marchés considérés comme moins actifs ; ou autres techniques d'évaluation pour lesquelles toutes les données qui ont un effet significatif sur la juste valeur sont observables, directement ou indirectement, sur le marché.

Niveau 3

Des données non observables. Cette catégorie comprend tous les instruments pour lesquels la technique d'évaluation inclut des données qui ne sont pas fondées sur des données observables et ces données non observables ont une incidence significative sur l'évaluation de l'instrument.

La méthode comptable permettant de déterminer les justes valeurs est présentée en détail à la page 31 « Détermination des justes valeurs ».

Aucun transfert n'a eu lieu entre les catégories au cours de l'exercice 2017.

(Milliers £ - 2017.)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des justes valeurs
Actif				
Liquidités et encours auprès des banques centrales	17 489	-	-	17 489
<i>Coût amorti</i>				
- Prêts et avances aux banques	-	65 449	54 655	120 104
- Prêts et avances à la clientèle	-	-	207 964	207 964
<i>Juste valeur par le biais de l'état du résultat net</i>				
- Instruments financiers dérivés	-	1 140	-	1 140
<i>Disponibles à la vente</i>				
- Titres disponibles à la vente	117 555	-	-	117 555
<i>Détenus jusqu'à leur échéance</i>				
- Titres détenus jusqu'à leur échéance	-	-	-	-
Passifs				
<i>Coût amorti</i>				
- Dépôts des banques	-	243 119	36 620	279 739
- Dépôts des clients	-	-	112 349	112 349
- Dettes subordonnées	-	-	16 072	16 072
<i>Juste valeur par le biais de l'état du résultat net</i>				
- Instruments financiers dérivés	-	74	-	74

(Milliers £ - 2016.)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total des justes valeurs
Actif				
Liquidités et encours auprès des banques centrales	13 339	-	-	13 339
<i>Coût amorti</i>				
- Prêts et avances aux banques	-	104 023	44 981	149 004
- Prêts et avances à la clientèle	-	-	175 945	175 945
<i>Juste valeur par le biais de l'état du résultat net</i>				
- Instruments financiers dérivés	-	32	-	32
<i>Disponibles à la vente</i>				
- Titres disponibles à la vente	144 263	-	-	144 263
<i>Détenus jusqu'à leur échéance</i>				
- Titres détenus jusqu'à leur échéance	17 559	-	-	17 559
Passifs				
<i>Coût amorti</i>				
- Dépôts des banques	-	252 399	52 678	305 077
- Dépôts des clients	-	-	129 706	129 706
- Dettes subordonnées	-	-	15 503	15 503
<i>Juste valeur par le biais de l'état du résultat net</i>				

Les instruments financiers dérivés et les titres disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur. Tous les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés au coût historique ou amorti.

La direction estime que la valeur de ces actifs dans les états financiers représente leur juste valeur.

Les hypothèses et les données utilisées par les techniques d'évaluation comprennent les taux d'intérêt sans risque et de référence, un taux d'actualisation et les cours des obligations et des actions.

Les techniques de valorisation comprennent les modèles de valeur actualisée nette et les flux de trésorerie actualisés, la comparaison avec des instruments similaires pour lesquels il existe des prix de marché observables et d'autres modèles de valorisation.

L'objectif des techniques d'évaluation est d'arriver à une évaluation de la juste valeur qui reflète le prix qui serait reçu pour la vente de l'actif ou payé pour le transfert du passif dans une transaction ordonnée entre participants du marché à la date d'évaluation.

Dans la mesure du possible, la juste valeur des prêts et avances est fondée sur des opérations de marché observables. S'il n'existe pas de telles opérations, la juste valeur correspond alors à une approximation raisonnable des valeurs de marché. Pour les prêts dépréciés garantis par des sûretés, la juste valeur est évaluée sur la base de la valeur de la sûreté sous-jacente.

La valeur comptable des dépôts des établissements financiers et des clients non bancaires correspond à une approximation raisonnable de la valeur de marché.

B. Instruments financiers dérivés

Le tableau ci-dessous présente la juste valeur des instruments financiers dérivés, ainsi que leur montant notionnel. Le montant notionnel, comptabilisé en valeur brute, est le montant de l'actif, du taux de référence ou de l'indice sous-jacent du dérivé. C'est sur cette base que sont mesurées les variations de valeur des dérivés. Les montants notionnels traduisent le volume de transactions non soldées à la date de clôture, mais ne donnent pas d'indication sur le risque de marché ou le risque de crédit.

Pour les techniques d'évaluation utilisées, voir ci-dessus.

(Milliers £ - 2017.)	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	1 117	56	19 289
Swaps de change	23	19	95 775
DERIVES DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION	1 140	74	115 064

(Milliers £ - 2016.)	Juste valeur des actifs	Juste valeur des passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	7	1 265	11 301
Swaps de change	25	33	74 778
DERIVES DETENUS A DES FINS DE TRANSACTION	32	1 298	86 079

38. Gestion des fonds propres

A. Définition

Les fonds propres réglementaires de la Banque sont la somme des éléments suivants :

Fonds propres Tier 2 (ayant tous la qualité de fonds propres de base - Common Equity Tier 1 ou CET1)

Ils comprennent le capital social ordinaire, les bénéfices non distribués, les réserves et les autres éléments du résultat global après retraitement pour déduction du goodwill et autres ajustements réglementaires relatifs aux éléments qui font partie des capitaux propres mais qui sont traités différemment aux fins de l'adéquation des fonds propres

Fonds propres Tier 2

Ils comprennent les dettes subordonnées éligibles.

B. Approche

La politique de la Banque est de conserver une base de fonds propres suffisante pour maintenir la confiance des parties prenantes et pour soutenir le développement futur de l'entreprise. L'impact du niveau des fonds propres sur le rendement pour les actionnaires est également pris en compte. La Banque reconnaît la nécessité de conserver un équilibre entre les rendements plus élevés que pourrait permettre un endettement plus important et les avantages et la sécurité offerts par des fonds propres solides.

C. Fonds propres réglementaires

La Banque et ses activités réglementées au niveau individuel n'ont fait état d'aucune infraction aux exigences réglementaires externes en matière de fonds propres au cours de l'exercice.

La direction utilise les ratios de fonds propres réglementaires pour surveiller sa base de fonds propres. L'allocation des fonds propres entre les opérations et les activités vise dans une large mesure à optimiser le rendement obtenu et les fonds propres alloués. Le montant des fonds propres alloués à chaque opération ou activité dépend principalement des exigences réglementaires en matière de fonds propres mais, dans certains cas, les exigences réglementaires ne traduisent pas parfaitement les degrés divers de risque associé aux différentes activités. Dans pareils cas, les exigences de fonds propres peuvent être assouplies afin de refléter les différents profils de risque, sous réserve que le niveau global de fonds propres nécessaires pour soutenir une opération ou une activité spécifique ne tombe pas en dessous du niveau minimum requis par la réglementation. Le processus d'allocation des fonds propres à des opérations ou activités spécifiques est géré par le Comité du risque et du crédit, indépendamment des personnes responsables de l'opération, et est soumis à l'examen du TALCO.

Bien que la maximisation du rendement ajusté en fonction du risque soit le principal facteur déterminant l'allocation des fonds propres à des opérations ou activités au sein de la Banque, ce n'est pas le seul facteur pris en compte pour la prise de décision. Il est également tenu compte des synergies avec d'autres opérations ou activités, de la disponibilité des ressources, notamment de gestion, et de l'adéquation de l'activité avec les objectifs stratégiques à long terme de la Banque. Les politiques de la Banque en matière de gestion des fonds propres sont examinées régulièrement par le Conseil d'administration.

(Milliers £.) (non audité)	2017
Fonds propres Tier 1	60 535
Dette subordonnée (principal)	15 695
Fonds propres	76 230
Fonds propres exigés	60 509
Fonds propres excédentaires	15 721
Actif pondéré en fonction du risque	401 388
Ratio de fonds propres Tier 1	15,1 %
Ratio de solvabilité	19,0 %

39. Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'est survenu aucun événement postérieur à la date de clôture nécessitant d'être mentionné dans les présents états financiers.

VII. — Rapport du commissaire aux comptes aux membres de BMCE Bank International plc

Nous avons procédé à l'audit des états financiers consolidés de BMCE Bank International plc (la « Banque ») relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017 et qui comprennent l'état du résultat net, l'état des autres éléments du résultat global, l'état de la situation financière, l'état des flux de trésorerie, l'état des variations des capitaux propres ainsi que les notes annexes aux états financiers, y compris une synthèse des méthodes comptables significatives. Le référentiel comptable appliqué pour leur préparation est la législation applicable et les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Selon nous, les états financiers :

- donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2017 et de son résultat pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne ;
- ont été établis conformément aux dispositions de la loi de 2006 sur les sociétés.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (UK) (ISA) et à la législation en vigueur. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la section de notre rapport sur les responsabilités du Commissaire aux comptes pour l'audit des états financiers. Nous sommes restés indépendants du groupe conformément aux exigences déontologiques applicables à notre audit des états financiers au Royaume-Uni, notamment la Norme d'éthique du FRC, applicable aux entités d'intérêt public, et nous avons rempli nos autres responsabilités déontologiques conformément à ces exigences. Nous pensons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Utilisation du rapport d'audit

Le présent rapport s'adresse exclusivement aux actionnaires de la Banque, en tant que personne morale, conformément au chapitre 3 de la section 16 de la loi de 2006 sur les sociétés. Nos travaux de vérification ont été effectués uniquement dans le but de pouvoir faire aux actionnaires de la Banque les déclarations que nous sommes tenus de faire dans un rapport de commissaire aux comptes. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous n'assumons aucune responsabilité vis-à-vis de quiconque autre que la Banque et ses actionnaires en tant qu'entité pour notre travail d'audit, pour le présent rapport ou pour les opinions que nous avons exprimées.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Nous n'avons pas d'observation à formuler à l'égard des questions suivantes dont les normes ISA (R.U.) exigent que nous vous rendions compte si :

- l'utilisation par les administrateurs de la base comptable de continuité d'exploitation dans l'établissement des états financiers n'est pas appropriée ; ou
- les administrateurs n'ont révélé dans les états financiers aucune incertitude significative susceptible de remettre sérieusement en question la capacité du groupe et de la société à continuer d'adopter la comptabilité de continuité d'exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de publication des états financiers.

Principaux sujets d'audit

Les principaux sujets d'audit sont ceux qui, selon le jugement professionnel des auditeurs, ont été les plus importants dans l'audit des états financiers de la période en cours et comprennent les principaux risques évalués d'anomalies significatives (dues ou non à des fraudes) identifiés par les auditeurs, y compris ceux qui ont eu le plus d'effet sur : la stratégie globale d'audit, l'allocation des ressources d'audit et la conduite des travaux de l'équipe. Ces questions ont été traitées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans la formulation de notre opinion, et nous ne fournissons pas d'avis séparé sur ces questions.

Principal sujet d'audit	Comment notre audit a abordé le sujet
<p>A. Dépréciation des prêts et avances à la clientèle</p> <p>La provision pour dépréciation relative au portefeuille de prêts de la Banque impose aux administrateurs de juger de la capacité des contreparties à procéder à des remboursements futurs de prêts et intègre un niveau élevé d'hypothèses subjectives et d'estimations des flux de trésorerie futurs. La Banque procède à une évaluation de ses prêts pour dépréciation comme décrit dans la note 2b. Les éléments pris en compte dans la détermination de la dépréciation sont exposés en note 16.</p>	<ul style="list-style-type: none"> — Nous avons évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles clés effectués au sein de la Banque sur les processus de crédit (par ex., souscription, surveillance, recouvrement et provisionnement). Nous avons notamment procédé à la revue des dossiers de crédit de l'ensemble des prêts figurant sur la liste de surveillance et d'un échantillon de prêts productifs : — Pour les prêts identifiés par la direction comme des prêts à surveiller, nous avons mis en œuvre des contrôles de corroboration visant à examiner de manière indépendante les sources des flux de trésorerie futurs et le caractère raisonnable de l'évaluation de la direction. — Pour tous les autres prêts, nous avons évalué de manière indépendante les indicateurs de dépréciation sur un échantillon de prêts de l'ensemble du portefeuille. — <i>Nous estimons que l'approche adoptée en matière de provisions pour pertes sur prêts est cohérente avec les exigences d'IAS 39 et que les jugements rendus sont raisonnables.</i>
<p>Risque de fraude dans la comptabilisation des produits</p> <p>La majorité des produits de la Banque étant générés par le système, le risque de fraude dans la comptabilisation des produits concerne spécifiquement la comptabilisation des honoraires et des commissions qui sont identifiés manuellement et comptabilisés selon une méthode de taux d'intérêt effectif.</p> <p>Comme indiqué en note 2j, le coût amorti prend en compte toute décote ou prime sur achat et les frais et charges qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif (TIE). Il faut faire preuve de jugement pour déterminer si les honoraires sont comptabilisés selon le TIE ou comptabilisés lorsqu'une prestation a été effectuée. Par ailleurs, comme indiqué dans la note 2b, les ajustements des taux d'intérêt effectifs sont estimés et suivis manuellement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> — Dans le cadre de nos procédures d'audit relatives à la comptabilisation des produits des honoraires et commissions, pour un échantillon d'instruments : — nous avons testé le caractère approprié des commissions incluses dans les calculs ; — nous avons évalué la période sur laquelle les ajustements de rendement ont été appliqués ; et — nous avons effectué les calculs du TIE. — <i>Nous avons estimé que les jugements et les estimations appliqués pour déterminer la base de comptabilisation des produits sont raisonnables.</i>
<p>Recouvrabilité des actifs d'impôt différé</p> <p>La banque a comptabilisé des actifs d'impôt différé de 6 531 K€ au titre des déficits fiscaux reportables. Comme indiqué en note 13, ces actifs d'impôt différé comptabilisés l'ont été parce que, de l'avis des administrateurs, il est probable qu'il existe des bénéfices imposables suffisants sur lesquels ils pourront être récupérés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> — Dans le cadre de nos procédures d'audit des soldes fiscaux : — nous avons évalué l'exactitude des calculs d'impôts différés sous-jacents ; — nous avons examiné les hypothèses clés sous-tendant les projections de bénéfices imposables utilisées dans l'évaluation de la recouvrabilité par les administrateurs ; — nous avons examiné la cohérence de ces prévisions avec les plans financiers approuvés par le Conseil d'administration et analysé l'exactitude des budgets historiques ; et — nous avons revu l'analyse de sensibilité en étudiant l'impact du recouvrement des actifs d'impôt différé selon différents scénarios. — <i>Les hypothèses utilisées dans le calcul de l'impôt différé actif sont appropriées et conformes à IAS12.</i>

Notre application de matérialité

La portée de notre audit a été influencée par notre application de la matérialité. Nous avons fixé certains seuils quantitatifs de matérialité. Ces éléments, ainsi que des considérations qualitatives, nous ont permis de déterminer la portée de notre audit et la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit sur les postes individuels des états financiers et les informations présentées, ainsi que d'évaluer l'effet des anomalies, tant individuellement que sur les états financiers dans leur ensemble. Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé la matérialité de l'ensemble des comptes comme suit :

Matérialité globale	424 k€
Méthode de calcul : Justification du benchmark appliqué	<ul style="list-style-type: none"> — 6 % du Résultat avant impôt. Pour déterminer notre matérialité, nous avons examiné les indicateurs financiers que nous considérons comme pertinents et avons conclu que l'actif net était l'indice de référence le plus pertinent. — Nous pensons que le benchmark du résultat avant impôt est le plus approprié, car la rentabilité de l'entreprise reste le principal sujet de préoccupation des utilisateurs des états financiers et des administrateurs.
Matérialité pour les travaux d'audit	<ul style="list-style-type: none"> — La matérialité pour les travaux d'audit est fixée de manière à réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que l'ensemble des anomalies non corrigées et non détectées dans les états financiers dépasse l'importance relative pour l'ensemble des états financiers. L'audit a appliqué une matérialité pour les travaux d'audit de 297 k€.
Seuil de déclaration	<ul style="list-style-type: none"> — Nous avons convenu avec le Comité d'audit que nous leur rapporterions les anomalies relevées au cours de notre audit supérieures à 12 k€ ainsi que les anomalies inférieures à ce montant qui, selon nous, justifiaient un reporting pour des raisons qualitatives.

Présentation du périmètre de notre audit

Nous avons adapté le périmètre de notre audit afin de nous assurer que nous disposions d'une base suffisante pour formuler une opinion sur les états financiers dans leur ensemble, en tenant compte des processus et contrôles comptables de la Banque et du secteur dans lequel elle opère. Nous avons utilisé les résultats de l'évaluation des risques, notre compréhension de la Banque, et nous avons également pris en compte des facteurs qualitatifs afin d'assurer une couverture suffisante de tous les postes des états financiers.

Notre audit a consisté à recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers suffisants pour donner l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs. Les risques d'anomalies significatives qui ont eu le plus d'effet sur notre audit, y compris l'allocation de nos ressources et de nos efforts, sont abordés dans le cadre des « principaux sujets d'audit » du présent rapport.

Autres informations

Les autres informations sont de la responsabilité des administrateurs. Les autres informations comprennent toutes les informations contenues dans le rapport annuel autres que les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes que nous avons établi. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, en conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ni, sauf disposition contraire expresse dans le présent rapport, aucune forme d'assurance y afférente.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de lire les autres informations et, ce faisant, d'examiner si les autres informations sont matériellement incompatibles avec les états financiers ou les connaissances que nous avons obtenues dans le cadre de l'audit, ou semblent être significativement inexacts. Si nous identifions une incohérence ou une anomalie significative, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures permettant de déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou une anomalie significative dans les autres informations. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler.

Nous n'avons rien à déclarer au titre de ces responsabilités.

Opinion sur les autres questions prescrites par la loi de 2006 sur les sociétés.

Selon nous, sur la base des travaux menés dans le cadre de notre mission d'audit :

- les informations communiquées dans le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration relatifs à l'exercice pour lequel les états financiers sont établis sont cohérentes avec les états financiers ; et
- le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration ont été établis conformément aux exigences légales applicables.

Questions sur lesquelles nous sommes tenus exceptionnellement de faire un rapport

A la lumière des connaissances et de notre compréhension de la Banque et de son environnement acquises dans le cadre de notre mission d'audit, nous n'avons relevé aucune anomalie significative dans le rapport stratégique et le rapport du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler à l'égard des questions suivantes dont la loi de 2006 sur les sociétés exige que nous vous rendions compte si, à notre avis :

- des livres comptables adéquats n'ont pas été tenus par la Banque, ou si nous n'avons pas reçu de réponses adéquates des succursales dans lesquelles nous ne nous sommes pas rendus ; ou
- les états financiers ne sont pas en accord avec la comptabilité et les réponses reçues ; ou
- certaines informations concernant la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas fournies ; ou
- nous n'avons pas reçu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour notre audit.

Responsabilités des administrateurs

Comme expliqué plus en détail dans l'énoncé des responsabilités des administrateurs en page 16, les administrateurs sont responsables de l'établissement des états financiers et doivent s'assurer qu'ils fournissent une image fidèle et sincère. Les administrateurs sont également responsables du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs

Lors de l'établissement des états financiers, les administrateurs sont chargés d'évaluer la capacité du groupe et de la société à poursuivre leur exploitation, de divulguer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'utiliser la base comptable de la continuité d'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention, ou n'ont pas d'autre solution réaliste, que de liquider le groupe ou la société ou de cesser leurs activités.

Responsabilités du commissaire aux comptes en matière d'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit présentant notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais n'est pas une garantie qu'un audit effectué conformément aux Normes ISA (Royaume-Uni) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description complémentaire de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers est disponible sur site internet du Financial Reporting Council à l'adresse www.frc.org.uk/auditors. Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

Autres points que nous devons traiter

Suite à la recommandation du comité d'audit, nous avons été nommés par le comité d'audit le 25 septembre 2017 pour auditer les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et des exercices ultérieurs. La période d'engagement total ininterrompu est de 5 ans et s'étend de l'exercice clos le 31 décembre 2013 à l'exercice clos 31 décembre 2017.

Aucun service non lié à l'audit interdit par la Norme d'éthique de la FRC n'a été fourni à la Banque et nous restons indépendants de la Banque dans la conduite de notre audit.

Notre avis d'audit est cohérent avec le rapport complémentaire communiqué au comité d'audit.

Greg Simpson (Senior Statutory Auditor),
Pour et au nom de Mazars LLP,
Experts-comptables et commissaires aux comptes,
Mazars LLP,
Tower Bridge House,
St. Katharine's Way Londres
E1W 1DD
25 avril 2018

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public en siège de la succursale en France : 6 rue Cambacérès 75008 PARIS.